

montre comment un seul chercheur, appuyé par des technocrates internationaux, a pu prétendre parler au nom de toute la communauté scientifique mondiale.

Le protocole de Montréal : précédent

Le protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone, signé en septembre 1987, puis modifié à Londres (juin 1990) et à Copenhague (novembre 1992), est le prototype expérimental des traités internationaux sur l'environnement. La plupart des nations, notamment du tiers monde, n'ont pas signé ce traité parce qu'elles étaient convaincues de ses fondements scientifiques (à ce sujet, voir le livre *Ozone, un trou pour rien*, Editions Alcuin, 1992, qui synthétise les critiques scientifiques contre la théorie officielle). On peut citer aussi le directeur de la recherche météorologique de la NOAA (l'agence américaine de l'océan et de l'atmosphère) Melvyn Schapiro, qui déclarait en 1993 :

«S'il n'y avait pas d'argent dans cette affaire, elle serait traitée rationnellement et avec honnêteté intellectuelle. Quand vous déclarez que la menace du trou dans la couche d'ozone est une escroquerie, vous attaquez non seulement l'intégrité scientifique des gens, mais aussi leur porte-monnaie. Il s'agit d'argent, uniquement d'argent.»

Elles l'ont fait parce qu'elles avaient littéralement le revolver de la police mondiale sur la tempe. Il existe en effet une clause dans le traité de Montréal qui exige de ses signataires une guerre économique contre les non-signataires. L'article 4 du traité, intitulé «Contrôle du commerce avec les pays non-parties» décrit en détail les actions qui seront entreprises contre toute nation non-signataire. Il s'agit pour l'essentiel d'un embargo.

Dans un éditorial non signé du 9 mars 1989, la célèbre revue scientifique *Nature* écrivait :

«Selon ce journal, l'intérêt [du protocole de Montréal] vient d'abord du précédent qu'il crée aux conventions beaucoup plus contraignantes qui devront être signées s'il devient un jour nécessaire de parvenir à un accord international sur les émissions de gaz carbonique pour éviter l'effet de serre.»

Et le directeur du PNUE, Mustapha Tolba de confirmer lors de la réunion de Londres :

«Les mécanismes que nous avons conçu pour le protocole serviront — très probablement — de modèle aux institutions créées pour contrôler [les rejets de] gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique.»

Citons enfin ce propos de Richard Benedick, le négociateur américain de la Convention de Vienne (1985) et du protocole de Montréal qui déclare de façon très candide dans son livre *Ozone Diplomacy* :

«L'aspect le plus extraordinaire du traité de Montréal, fut probablement l'imposition à court terme de coûts économiques substantiels pour protéger notre santé et l'environnement de dangers futurs non prouvés qui s'appuient sur des théories scientifiques et non sur des données solides.»

Laissons la conclusion à Paul Crutzen, spécialiste de l'atmosphère, codétenteur du prix Nobel pour ses travaux sur la couche d'ozone. C'est donc un des pères scientifiques du Protocole qui s'exprime (*Le Monde* du 30 janvier 1997 :

«Lorsque des prévisions apocalyptiques furent avancées, on ne connaissait pas exactement l'ampleur de la détérioration de la couche d'ozone. Maintenant on sait que les dégâts sont très faibles. La démonstration a été faite que la couche d'ozone se détériore à un rythme fort ralenti.»

La Commission trilatérale

Fondée en 1973 par David Rockefeller, alors président de la Chase Manhattan Bank, la Commission trilatérale s'est définie dès son début comme un gouvernement mondiale «parallèle», regroupant les élites financières et économiques du monde anglo-saxon et les architectes de la «détente» autour d'Henry Kissinger. Outre David Rockefeller, Henry Kissinger, Zbigniew Brzezinski, Lloyd Cutler, Jimmy Carter, Raymond Barre, George Ball, on trouve parmi les hommes de la Trilatérale les dirigeants de la British Petroleum, de la Royal Dutch Shell, des compagnies pétrolières américaines, de Rio Tinto Zinc, et de l'Anglo-American Corp., etc.

En 1975 paraît le rapport sur la crise de la démocratie, suivi de groupes de travaux organisés dans le cadre du *Projet pour les années 80*. Puis, en 1976, avec l'accession à la présidence de Jimmy Carter, c'est la période reine de la Trilatérale. Tous les ministres de son gouvernement en sont membres et appliquent la politique définie dans deux rapports écrits par la Trilatérale : *Global 2000* et *Projet pour les années 80*.

Si la Trilatérale a vu son influence baisser avec la présidence Reagan, elle reste un rouage essentiel pour ceux qui veulent imposer une politique malthusienne à l'échelle mondiale. Parmi ses membres français, anciens ou actuels, citons Marcel Boîteux, ancien président d'EDF, Paul Delouvrier, ancien président d'EDF et ancien président de la CECA, Edmond de Rothschild, Didier Pineau-Valencienne, Michel David-Weill, Jean Deflassieux, ancien président du Crédit Lyonnais, Alain Gomez, ancien président de Thomson, Michel Crozier, membre des futuribles et ancien directeur de *L'Express*, Thierry de Montbrial, directeur de l'Institut français des relations internationales, Michel Albert, etc.

4. L'écologisme en France

Les fondements historiques et philosophiques de l'écologisme en France ne sont pas différents de ceux que nous avons passés en revue d'un point de vue international. Cependant, quelques spécificités ont contribué à retarder l'apparition dans notre pays d'un courant écologiste de masse. Tout d'abord, l'influence profonde et durable de Jean Jaurès dans le mouvement ouvrier français. Ce n'est que dans les années 60 que la CFDT a commencé à construire un syndicalisme corporatiste, dans lequel toute référence au progrès et à la contribution ouvrière à ce progrès est supprimée au profit d'une conception des intérêts individuels et des appétits immédiats. Le PSU et la «nouvelle gauche» incarneront aussi cette tendance et joueront un grand rôle pour le développement de l'écologie comme thématique politique. Cette tendance se retrouve maintenant dans la «troisième gauche» que veut développer Daniel Cohn-Bendit, à la fois ultralibérale et anti-industrielle.

Le deuxième élément spécifique tient à ce que les idées de «retour à la Terre» avaient déjà été entendues sous Vichy et étaient donc négativement connotées pour la majorité de la population, au moins pendant l'expansion agricole et industrielle des quatrième et cinquième Républiques. Dans la mesure où Vichy est resté très longtemps un tabou absolu, il était difficile de reprendre ses thèmes, contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne. Là-bas, la dénazification a eu l'effet inverse : en insistant avant tout sur les camps de concentration, elle a fait oublier les autres horreurs du nazisme : eugénisme, élimination des faibles et des improductifs et création d'une législation sur la protection de la nature anti-humaine. Les premières lois de protection des animaux sont ainsi nées dans l'hitlérisme.

Le troisième élément (sans doute le plus déterminant) est lié à la personnalité du général de Gaulle. Défenseur acharné de la souveraineté nationale, il a livré une guerre sans merci à ceux qui, dans les institutions internationales telles que l'Otan ou l'Onu, préparaient la création d'un gouvernement mondial malthusien. La vie politique de l'après-guerre a été dominée par les gaullistes et le parti Communiste, tous deux défenseurs de l'Etat-nation et du progrès scientifique. Les écologistes et les fédéralistes sont perçus par eux comme des ennemis contre lesquels il faut s'allier. Cette alliance «gaullo-communiste» va jouer dans le lancement et le développement du nucléaire, dans l'échec de la Communauté européenne de défense, dans le développement de l'aérospatial, etc.

Néanmoins, les forces mises en œuvre au niveau de la transformation culturelle vers le pessimisme de la croissance zéro étaient telles que la France a basculé à son tour. Ce basculement s'opère non pas tant en mai 68 que dans la période qui l'a immédiatement suivi. En effet, si les groupes gauchistes prolifèrent un moment, le soufflé retombe rapidement. Les mouvements trotskistes végètent et les maoïstes explosent, laissant place à une élite qui se dirigera vers le terrorisme, tandis que ceux qui n'osent pas passer à l'acte rejoindront le capitalisme qu'ils avaient tant décrié, investissant notamment le monde de la

communication et des médias. Quant à la masse des jeunes «décus» par l'échec de leur «révolution», elle se dirige vers les paradis artificiels de la drogue et vers l'écologie, l'idéologie la plus à même d'exprimer le «refus de la société» qu'ils veulent manifester.

Des théoriciens ont habilement préparé le terrain. Ce sont Ivan Illitch, Bertrand de Jouvenel, Denis de Rougemont et André Gorz, alias Michel Bosquet. La plupart sont publiés par les éditions du Seuil : *Quelle terre laisserons-nous à nos enfants* de Barry Commoner (1969), *Libérer l'avenir* d'Illitch (1970), *L'Utopie ou la mort* de René Dumont, etc. Ils ont préparé la voie dans laquelle s'engouffreront en suite les chefs d'école tels que Serge Moscovici, René Dumont, Pierre Samuel, Brice Lalonde, etc.

Le mouvement gauchiste et écologiste abandonne alors toute référence au marxisme, par trop productiviste. S'il a fallu quelques années à André Gorz pour signer ses *Adieux au Proletariat*, le tournant était pris bien avant. Quelques journaux reflètent cette évolution : *Actuel*, porte-drapeau de la contreculture rock-droque, publie en 1971 le premier dossier sur l'écologie paru dans une revue grand public. Pierre Fournier, journaliste à *Hara-Kiri*, puis à *Charlie Hebdo*, après s'être lancé dans les campagnes antinucléaires, lance en 1972 le premier magazine purement écologiste : *La gueule ouverte*, «le journal qui annonce la fin du monde». Quelques mois plus tard, le *Nouvel Observateur*, qui avait déjà préparé le terrain avec André Gorz, lance un supplément intitulé *Le Sauvage*, auquel collaborent Claude Perdriel, Alain Hervé et Brice Lalonde. Ces deux journaux vont servir d'organes du mouvement écologiste pour le reste des années 70. Il faut citer aussi le trimestriel *Combat Nature*, fondé en 1974 par Alain de Swarte, moins gauchiste et davantage orienté vers le naturalisme conservateur dont nous parlerons plus tard.

Le Larzac marque le tournant à partir duquel les organisations gauchistes «traditionnelles» perdront du terrain face au mouvement écologiste montant. En mai 1971, un millier de personnes se réunissent pour manifester contre le camp militaire du Larzac, à l'appel des organisations régionalistes occitanes, du PSU, du Parti socialiste, et du Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté, dirigé par Claude Bourdet. Les maoïstes de la Gauche prolétarienne (*La cause du peuple*) lancent ensuite en été une opération sur le terrain pour tenter de récupérer le mouvement, mais se rendent assez vite impopulaires par leur violence et leur dogmatisme. Les paysans préfèrent suivre la bannière non violente du prophète Lanza del Vasto, qui entame une grève de la faim en mars 1972. En avril 1973, les Amis de la Terre se joignent au mouvement. Désormais, l'idée à la mode dans la jeunesse branchée, ce n'est plus le marxisme, c'est l'écologie. La voie est ouverte pour la candidature de René Dumont qui va faire connaître les thèses écologistes à des millions de français, au cours de la campagne présidentielle de 1974, s'en prenant notamment à la «croissance économique délirante (...) que le monde a connu de 1945 à 1973».

Agronome né en 1904, René Dumont n'a pourtant embrassé la cause écologiste qu'au tout début des années 70, sensibilisé par le rapport du Club de Rome et la Bombe P du couple Ehrlich. Il avait publié en 1973 *L'Utopie ou la mort* (Seuil) dans lequel il reprend la thématique malthusienne, mais y ajoute un tiers-mondisme militant et une vision politique. Si Dumont est favorable à la croissance zéro démographique (il va jusqu'à justifier l'avortement systématique au Japon ou l'abandon des petites filles en Chine), il ne veut pas d'une croissance économique zéro. Contre l'économie de profit, il voit la solution dans une économie distributive au niveau mondial, basée sur l'autogestion au sein de communautés locales.

Dumont fédère autour de sa candidature deux courants très différents : d'un côté, les écologues, écologistes et les naturalistes «classiques» apprécient ce candidat qui met pour la première fois les thèses écologistes sur la table dans

un débat politique national ; de l'autre, de nombreuses mouvances post-soixante-huitardes se retrouvent dans l'autogestion et dans ses références à mai 68 et au «président Mao». Même si le PSU, dont René Dumont fut membre, préfère officiellement soutenir la candidature Mitterrand, nombre de ses militants soutiendront Dumont, à commencer par Brice Lalonde, qui sera son directeur de campagne. Deux tendances donc, que l'on pourrait appeler respectivement naturalisme conservateur et naturalisme subversif.

Le naturalisme conservateur : Bertrand de Jouvenel et Robert Hainard, les précurseurs cachés

Bertrand de Jouvenel peut être considéré comme l'un des précurseurs de l'écologie politique, en tout cas des développements que celle-ci a eu en matière de prospective et de gestion sociale. Petit problème : il fut aussi l'un des idéologues du Parti populaire français de Jacques Doriot, ardent défenseur de la collaboration avec les nazis. En 1960, il se reconvertit dans la prospective et fonde l'association *Futuribles* (conjugué des mots futur et possible), avec le soutien de la Fondation Ford, la même qui lança le Club de Rome et de très nombreux autres projets écologistes. Elle acquiert très vite une grande crédibilité et obtient des financements officiels du commissariat au Plan et de la DATAR. On y rencontre plusieurs futurs membres du Club de Rome, comme Jean Saint-Geours et Serge Antoine, mais aussi François Bloch-Lainé et Jacques Delors. Aujourd'hui, même si l'association est moins influente, elle survit sous la houlette de Hugues de Jouvenel et finance ses activités par des opérations de conseils. Depuis 1975, elle édite la revue mensuelle *Futuribles*, dans laquelle sont commentés les travaux du Club de Rome et où l'on aborde les grands thèmes de l'écologie réformatrice : développement durable, pouvoir nucléaire, démographie, etc. On y retrouve les signatures d'écologistes tels que René Dumont, Brice Lalonde et Guy Aznar.

Bertrand de Jouvenel a très tôt défini les thèmes qui seront repris par les écologistes, notamment dans deux ouvrages : *Arcadie, essai sur le mieux vivre* (SEDEIS, 1970), et *La civilisation de puissance* (Fayard, 1976). Il y fustige la pensée économique libérale et l'idéologie de la croissance. Il est l'un des premiers à demander à ce que l'on internalise les coûts représentés par la destruction du capital naturel et a cette phrase célèbre pour dénoncer la comptabilité en usage dans le système du PNB : «Selon notre manière de compter, nous nous enrichissons en faisant des Tuileries un parking payant et de Notre-Dame un immeuble de bureaux.» Bertrand de Jouvenel demande donc aux économistes de transformer leurs modes de calculs en prenant en compte de nouveaux paramètres, à commencer par les biens gratuits que sont l'eau douce et l'air. Ensuite, il recommande à l'industrie de se lancer dans le recyclage de ses déchets et de prendre en compte les coûts externes générés par ses activités polluantes.

Plus généralement, de Jouvenel remet en question le productivisme, qu'il soit capitaliste ou soviétique, parce qu'il va à l'encontre d'un enracinement qu'il considère comme fondamental pour l'ordre social :

«Que l'homme soit enraciné dans un lieu géographique, qu'il y soit attaché parce que là sont les tombeaux de ses pères, là se situent les souvenirs de son enfance et de

sa jeunesse, là sont noués ses liens familiaux et amicaux, là en un mot sont ses amours et ses responsabilités, qui donnent un sens à sa vie : cela de tout temps et par tous a toujours été jugé un bien. Or cela est devenu un mal au regard de l'exigence productiviste.»

Et Jouvenel voit la solution dans une écologie politique qui se placerait au-dessus de la science économique en intégrant celle-ci. Cette nouvelle vision appliquerait à la société les enseignements tirés de l'étude de la nature et de son fonctionnement cyclique.

Parmi ceux qui se réclament explicitement de la pensée de Robert Hainard, notons Antoine Waechter et Solange Fernex, deux responsables des Verts. Antoine Waechter a été jusqu'à prononcer une conférence sur son œuvre en 1998, devant un auditoire de la Nouvelle Droite. Philippe Lebreton, directeur de l'influente FRAPNA, et membre dirigeant de France-Nature-Environnement préface la seconde édition de *Nature et mécanisme*. En échange, Robert Hainard postfacera en 1988 le livre de Lebreton, *La nature en crise* (Sang de la Terre). Et Jean-François Terrasse, directeur scientifique du WWF France, préface la deuxième édition de *Et la nature ?* Un groupe de réflexion intitulé symboliquement «Diogène» rassemble les partisans de Robert Hainard de 1970 à 1973. On y retrouve des militants écologistes comme Antoine Waechter et Solange Fernex, mais aussi des technocrates internationaux comme Jacques Delors et Denis de Rougemont.

On retrouve Robert Hainard en 1989 au comité de soutien de l'Association pour la protection des animaux sauvages, ainsi qu'au comité d'honneur du Rassemblement des opposants à la chasse, mais il est assez peu présent sur le terrain de l'écologie politique. Pourtant, c'est directement de lui que va naître le premier parti écologiste français. Directement issu de Diogène et des associations alsaciennes de protection de la nature, le mouvement Ecologie et Survie, lancé par Antoine Waechter et Solange Fernex participe aux élections législatives de 1973 en présentant Henri Jenn, qui obtient 2,7%. A Paris naît peu après le Mouvement écologique, sur les mêmes bases. Ces mouvements, et ceux auxquels ils ont donné naissance dans d'autres régions françaises se retrouvent en 1978 dans une coordination «Ecologie 78» animée par Philippe Lebreton, puis aux européennes de 1979, où ils soutiennent la liste «Europe écologie» avec Solange Fernex pour tête de liste. A chaque fois, sont affirmées des préoccupations essentiellement écologiques : on dénonce la société industrielle et l'atome, on promeut l'agriculture biologique et la lutte contre le gaspillage. Dans cette perspective, on exclut de participer à un vaste front de lutte sociale, notamment avec le PSU, les radicaux de gauche ou des partis d'extrême-gauche. Toute cette tendance va se retrouver dans le Mouvement d'écologie politique (1980-1982) puis dans les Verts-Parti écologiste.

Le naturalisme subversif de Serge Moscovici et Brice Lalonde

L'autre grande tendance est liée à la personnalité de Brice Lalonde et aux idées de Serge Moscovici. Celui-ci a joué un grand rôle dans la déconstruction de la modernité. Moscovici estime que si celle-ci libère l'homme des assauts d'une nature cruelle, elle le soumet en contrepartie à des contraintes pesantes : marché de dupe auquel il faudrait renoncer en revenant aux traditions naturelles et à l'enracinement. Contrairement à la tendance philosophique moderne

qui invite l'homme à s'arracher à ses déterminismes, Moscovici refuse de diaboliser la nature et de magnifier la culture. Pour lui, il faut abandonner toute vision universaliste, forcément totalitaire, et favoriser l'expression spontanée de minorités naturelles. C'est ainsi qu'avec *La société contre nature*, (Union générale d'Édition, 1972) Serge Moscovici va poser les fondements d'une philosophie politique de l'écologie.

Cela commence par une remise en cause fondamentale, celle de la domestication. Celle-ci se fonde sur l'idée que la société doit lutter contre la nature pour imposer l'ordre et la paix, l'état de nature étant assimilé à un état de guerre. La domestication implique le contrôle de ce qui est naturel en nous (instincts, pulsions, etc.) et autour de nous (la nature à conquérir). Très vite, les principaux ennemis apparaissent : le judéo-christianisme, du fait de l'injonction biblique demandant à l'homme de «faire du monde un jardin», et la science rationnelle qui instrumentalise la nature.

Il s'agit donc de contester cette coupure nature-culture :

«Qu'est-ce qui permet de soutenir, si on ne le postule pas pour des raisons extrinsèques, religieuses ou philosophiques, que les lois sociales se séparent des lois bio-naturelles et s'y substituent ?»

Si la raison a eu l'avantage de libérer l'homme de craintes irrationnelles et de démystifier nombre de légendes, elle a commis le crime irréparable de «désenchanter le monde». Il faut donc ensauvager la vie en levant les tabous comme la prohibition de l'inceste, en laissant revenir les pulsions naturelles réprimées et en contestant toute autorité. Dans cette perspective, l'État devient l'ennemi absolu, parce qu'il va de pair avec la militarisation, le progrès scientifique et technologique. À l'inverse, la communauté, la famille élargie à plusieurs générations, le village, sont les lieux naturels de l'épanouissement humain.

Dans son livre *Histoire de l'écologie politique*, Jean Jacob remarque :

«L'éloge de la terre, de l'enracinement, du pays réel contre le pays légal, la référence constante à la nature sont des thèmes ancrés depuis plusieurs décennies à l'extrême-droite. Ce n'est qu'à la suite du mouvement de mai 68 que certaines interrogations proches ont à nouveau pu acquérir droit de cité dans le débat intellectuel et sortir de l'opprobre dans lequel les avait jetés le régime de Vichy.»

Moscovici se revendique de cette filiation subversive et non bien sûr de la tradition réactionnaire. Néanmoins, certains passages de son œuvre font vraiment penser au naturalisme conservateur :

«Le régime des castes est la tentative la plus élaborée qu'on ait faite pour identifier l'ordre naturel à l'ordre social, la reproduction sociale et la reproduction biologique avec la reproduction naturelle, bref pour atteindre l'équilibre parfait.»

Moscovici n'est pas seul. Il gravite dans une nébuleuse contreculturelle où l'on trouve les sociologues Edgar Morin et Alain Touraine, les écrivains régionalistes Robert Laffont et Bernard Charbonneau, les écologistes du groupe ECOROPA et le Groupe des Dix de Jacques Robin. Dès le début des années 70, il rejoint les Amis de la Terre où il rencontre Brice Lalonde, qui deviendra son porte-voix en politique. Moscovici, lui, même s'il a été parfois candidat à des élections, ne croit pas à la construction d'un parti écologiste centralisé. Il préfère la notion de réseau fédérant des mouvements féministes, écologistes, régionalistes, pacifistes. Moscovici a eu une certaine influence sur la deuxième gauche, notamment sur Alain Touraine qui travaillera pendant deux ans sur le mouvement antinucléaire. Dans *La Prophétie antinucléaire*, (Seuil, 1980) il écrit :

«Explorant les luttes sociales d'aujourd'hui pour y découvrir le mouvement social et le conflit qui pourraient jouer demain le rôle central qui a été celui du mouvement ouvrier et des conflits du travail dans la société industrielle, nous attendons de la lutte antinucléaire qu'elle soit la plus chargée de mouvement social et de contestation, la plus directement porteuse d'un *contre-modèle de société*.»

C'était l'époque où André Gorz parlait d'«électrofascisme» à propos d'EDF. Tout un courant de la deuxième gauche et de l'extrême-gauche identifiera ainsi l'énergie nucléaire au totalitarisme, parce qu'elle incarne au plus haut point les valeurs de l'Etat-nation : armée, centralisation, progrès technique. Le slogan «société nucléaire, société policière, société totalitaire» sera l'un des mots d'ordre qui conduira à des assassinats d'ingénieurs et de dirigeants du secteur nucléaire, au premier rang desquels Georges Besse et René Audran.

En réalité, ce contre-modèle fera long feu. Brice Lalonde commencera sa carrière dans un rôle de «gauchiste romantique» selon sa propre expression. Il la terminera assez lamentablement auprès du libéral Alain Madelin après avoir tenté de manger à tous les rateliers. Entre-temps, il aura été candidat de tous les écologistes à l'élection présidentielle de 1981 (3,9% des voix) ; en 1984, il dirigera la liste ERE (Entente radicale écologiste) aux élections européennes, avec Olivier Stirn et François Doubin. En 1988, il soutient François Mitterrand pour un second mandat, ce qui lui vaudra un portefeuille de ministre de l'Environnement dans le gouvernement Rocard. C'est à cette époque qu'il lance son mouvement Génération Ecologie, avec de prestigieux parrainages (Haroun Tazieff, le Pr Minkowski, Jean-Louis Borloo, Bernard Clavel, Noël Mamère, etc.). On trouve aussi des militants écologistes de la première heure tels que Corinne Lepage et son mari Christian Huglo, Hugues de Jouvenel, le responsable des Futuribles, les journalistes Guy Konopnicki et Guy Aznar, ou encore la députée socialiste Marie-Noëlle Lienemann. Le succès initial aux élections régionales de 1992 se révélera être un feu de paille et le mouvement se délittera très vite du fait de la pratique autocratique de Brice Lalonde, qui n'est finalement libertaire que vis-à-vis du pouvoir des autres. La versatilité de la ligne politique de Lalonde et la montée en puissance de Dominique Voynet au sein des Verts feront le reste. L'essentiel des fondateurs quitte le mouvement pour créer des mouvements dissidents qui iront, au bout de quelques années, rejoindre les Verts. Brice Lalonde continuera seul son chemin en soutenant successivement Michel Rocard, Edouard Balladur, Raymond Barre, Jacques Chirac et Alain Madelin.

Naissance et développement des Verts

Le flambeau du naturalisme subversif allait être repris au sein des Verts par des militants qui ne sont pas les héritiers directs de Moscovici mais qui viennent des mêmes cercles. Toutefois, cela allait passer d'abord par une longue période de cohabitation avec des naturalistes conservateurs tels que Waechter. C'est en 1984 que naissent officiellement les Verts, comme fusion de deux tendances bien distinctes : d'un côté, les Verts-Parti écologiste, d'Antoine Waechter, Philippe Lebreton et Solange Fernex ; de l'autre, les Verts-Confédération écologiste, composée de militants des Amis de la Terre ayant choisi, contrairement à leur leader Brice Lalonde, de poursuivre l'action politique de façon fédérative. C'est là que l'on retrouve Yves Cochet et Dominique Voynet.

Au départ, ces derniers sont d'ailleurs majoritaires chez les Verts. Mais très vite, dès 1986, Antoine Waechter va s'imposer avec sa motion «L'écologie n'est

pas à marier». Autrement dit, ni droite ni gauche. Cette victoire d'un partisan revendiqué de Robert Hainard remplit de joie la plupart des écologistes de terrain, souvent réticents devant les restes de gauchisme chez certains soixante-huitards. Un organe comme *Combat-Nature* soutiendra toujours Waechter. Néanmoins, après avoir régné sur les Verts pendant sept ans, Wachter est mis en minorité par Dominique Voynet en 1993, et quitte le parti en 1994 pour fonder le Mouvement écologiste indépendant dont l'influence électorale restera confidentielle. Chez les Verts, Dominique Voynet et Yves Cochet vont imposer l'accueil de l'ancien communiste Pierre Juquin et l'alliance avec les socialistes aux législatives de 1997. Avec six députés et un ministère à la clef.

Quelle que soit l'intérêt qu'il y a à analyser la division en deux tendances qui existe au sein du mouvement écologiste, il reste que celui-ci se réunit autour de quelques dogmes fondamentaux :

- opposition totale au capitalisme industriel aussi bien qu'au productivisme marxiste ;
- opposition absolue à l'énergie nucléaire ;
- volonté d'arrêter la croissance démographique, voire de promouvoir une baisse de la population mondiale.

D'ailleurs, il reste des naturalistes conservateurs convaincus au sein des Verts, et ceux-ci n'attendent que l'occasion pour reprendre le pouvoir sur une Dominique Voynet affaiblie par les contraintes de la majorité plurielle. Elle a souvent dû accepter ce qui constituait des hérésies pour les Verts : autorisation données aux Organismes génétiquement modifiés, extension de l'usine MELOX, création des laboratoires souterrains sur les déchets radioactifs, redémarrages de Phénix, de Civaux, etc.

Certains s'attendent à ce que les Verts éclatent à nouveau, une frange allant rejoindre le PS pour y créer un courant, l'autre revenant à l'intransigeance waechtérienne. Quoi qu'il en soit, l'important n'est pas là, mais dans la diffusion progressive des thématiques écologistes dans tous les partis. Les critiques du productivisme, autrefois limitées au Front national de Jean-Pierre Stirbois et aux Verts, sont désormais entrées chez tous les partis, avec plus ou moins de force. Même au RPR ou au parti communiste, bastions de l'idéologie productiviste, on trouve désormais des opposants au nucléaire ou des chantres du développement durable. Sous cet angle, on peut dire que les écologistes ont réussi leur conquête de la France.

Cette conquête a été largement favorisée par des têtes d'affiche telles que Jacques-Yves Cousteau ou Hubert Reeves. Le premier fut pendant dix ans premier au hit-parade des Français les plus populaires organisé chaque mois par le *Journal du Dimanche*. Ces personnalités étaient déjà des vedettes scientifiques (Cousteau en biologie marine, Haroun Tazieff en volcanologie, Paul-Emile Victor en ethnologie, Reeves en astronomie, etc.) et elles n'ont rencontré les thématiques écologistes que relativement tard. Mais elles ont joué un rôle très important pour les vulgariser et surtout pour les légitimer. Cousteau a été ainsi présenté au Sommet de Rio par le secrétaire général Maurice Strong :

«C'est mon héros. Un homme qui a plus de pouvoir que bien des chefs d'Etat. Je vous présente le Captain Planet.»

Et Cousteau se livre devant les chefs d'Etat et les milliers de participants à un long discours sur les dangers de la démographie, principale menace pour l'environnement. Cousteau est un malthusien radical, qui ne prend pas de gants pour exprimer sa pensée. Dans la revue de l'Unesco de novembre 1991, le rédacteur en chef du *Courrier de l'Unesco* demande au commandant Cousteau : «Il y a des espèces animales qui constituent des menaces pour l'homme, comme certains serpents, certains moustiques. Peut on les éliminer comme on tente

d'éliminer les virus responsables de telle ou telle maladie ?» Cousteau lui donne la réponse suivante :

«L'élimination des virus relève d'une idée noble, mais elle pose à son tour d'énormes problèmes. Entre l'an 1 et l'an 1400, la population n'a pratiquement pas changé. A travers les épidémies, la nature compensait les abus de la natalité par les abus de la mortalité. (...) Nous voulons éliminer les souffrances et les maladies ? L'idée est belle, mais elle n'est pas tout à fait bénéfique sur le long terme. Il est à craindre que l'on ne compromette ainsi l'avenir de notre espèce. C'est terrible à dire. Il faut que la population mondiale se stabilise et pour cela, il faudrait éliminer 350.000 personnes par jour. C'est si horrible à dire qu'il ne faudrait même pas le dire. Mais c'est l'ensemble de la situation dans laquelle nous sommes engagés qui est lamentable.»

Cousteau a ensuite nié avoir tenu ces propos. Mais le rédacteur en chef du *Courier de l'Unesco* conserve soigneusement le texte de l'interview, révisé de la main de Cousteau et portant sa signature ! De plus le journaliste a également gardé la bande magnétique de l'entretien qui, selon lui, contient des choses encore plus extrémistes qu'il n'a pas osé imprimer. Du genre «la vie d'une fourmi vaut celle d'un homme». Où trouver les 350 000 personnes à éliminer ? Pas dans la famille Cousteau en tout cas : avant de mourir, le commandant s'est mis en ménage avec une hôtesse de l'air de 40 ans sa cadette, et à 70 ans lui a fait deux enfants à ajouter aux deux fils issus de son mariage précédent. La surpopulation c'est les autres ! Et pour être tout à fait clair, lorsqu'on lui demande comment il pose le problème de la surpopulation, il répond (*Quotidien de Paris* du 5 juin 1991) :

«C'est simple. Dans soixante-dix ou quatre-vingts ans, on ne parlera plus anglais aux Etats-Unis. La deuxième ville du Mexique s'appellera Los Angeles. En France ce sera pareil. L'Europe va être envahie par les musulmans d'Afrique du Nord. Où est-ce qu'ils vont aller pendant que le Sahara continue de gagner du terrain ? Ils vont arriver ici avec des bateaux ! Va-t-on leur tirer dessus ? Non... On ne parlera plus français, allemand, espagnol, italien. On parlera arabe.»

Comme la plupart des opérations écologistes, Cousteau a bénéficié du soutien de lobbies financiers de poids. C'est le milliardaire Ted Turner (patron de *CNN*) qui a lancé sa carrière télévisuelle en finançant ses expéditions et ses films dans les années 60 et 70. En 1986, le fonds des films Cousteau est racheté pour 200 millions de francs par la banque Worms.

Même s'il est loin d'être aussi fanatique et extrémiste que Cousteau, Hubert Reeves, astrophysicien au CEA et à la télévision française joue aujourd'hui un rôle similaire. Réagissant à un reportage sur les écoguerriers anglais diffusé sur *France 3*, où l'on voyait notamment des opérations de résistance passive mais aussi des menaces de mort, il a ainsi déclaré :

«Sans aller jusqu'à approuver les actions terroristes, je pense que leur cause est bonne. Je suis très admiratif de leur courage. Je trouve très bien que ces jeunes se mobilisent pour des actions que l'on peut qualifier d'héroïques.» (*I&E* du 9 mars 1999.)

II. PROFIL ET MODE D'OPÉRER DES PRINCIPAUX ACTEURS ÉCOLOGISTES

1. Le WWF

Origines

Le Fonds mondial de la nature (à l'époque World Wild Life Fund) a été fondé en 1961 dans le but explicite de lever des fonds destinés à financer les activités de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Celle-ci avait été créée en 1948 en Suisse, suivant des statuts rédigés par le Foreign Office britannique. Elle peut se targuer aujourd'hui d'être la plus grande organisation «professionnelle» de conservation à l'échelle internationale, puisque y adhèrent 103 organismes gouvernementaux et plus de 640 ONG.

Sous prétexte de protéger la nature avec sa politique de «parcs naturels» — véritables enclaves coloniales dans lesquelles les indigènes n'ont pas le droit de rentrer — le WWF-UICN poursuit en réalité deux objectifs centraux : la réduction de la population mondiale, notamment dans les pays du Sud, et la concentration des matières premières du monde dans les mains de quelques multinationales, surtout anglo-hollandaises.

Depuis sa création, le WWF est dominé par le prince Philip, prince consort de la reine d'Angleterre Elisabeth II. Que la monarchie britannique dirige le WWF ne doit pas nous étonner car, après tout, le WWF-UICN est la création de deux grandes institutions impériales du Royaume-Uni : la Société eugénique et la Société pour la préservation de la faune de l'Empire (aujourd'hui FFPS, Fédération pour la préservation de la faune et de la flore, sous le patronage de la reine) qui jeta les bases de la création de parcs naturels dans toute l'Afrique.

L'idéologie de ces institutions est très bien reflétée dans les idées du cofondateur du WWF-UICN, Sir Julian Huxley. Il était obsédé par l'explosion démographique, considéré par lui comme *le* «problème de notre ère». De 1937 à 1944, il fut vice-président de la Société eugénique et en était président au moment de fonder le WWF en 1961. Il était également vice-président du FFPS.

La philosophie de ces deux institutions et, par extension du WWF, a été inspirée par les idées de sir Francis Galton, qui inventa le terme «eugénisme». Il essaya d'appliquer au domaine humain le concept de «la loi du plus fort», appelé «sélection naturelle» par son cousin Charles Darwin. L'objectif de son «Mouvement pour l'amélioration de la race» fut explicitement de «créer une nouvelle race supérieure, à l'aide de l'eugénisme», sous-entendu en «triant» les plus faibles.

Nommé premier directeur général de l'Unesco en 1946, Julian Huxley resta fidèle à ses idées eugéniques. Il écrivait dans le document fondateur :

«Même s'il est vrai qu'il sera impossible pour des raisons politiques et psychologiques de réaliser une politique eugénique radicale pour de nombreuses années, il est important que l'Unesco (...) fasse en sorte que l'opinion publique soit informée

des enjeux afin que beaucoup de ce qui est impensable maintenant puisse devenir au moins pensable».

Un gouvernement mondial était la solution selon Huxley, et la «conservation de la faune» devait constituer un moyen d'arriver à cette fin. Huxley affirmait que «*la propagation de l'homme doit céder la place à la conservation d'autres espèces*».

En 1960, alors que de nombreux pays africains préparaient leur indépendance, Julian Huxley, alors âgé de 74 ans, fit une tournée de trois mois sur le continent noir pour expliquer que les nouvelles nations ne seraient pas capables de conserver la faune. Il fallait donc que quelqu'un d'autre s'y consacraît. Quelques mois plus tard, avec l'aide du prince Philip, le WWF fut créé.

Qui finance le WWF ?

Le Club 1001, fondé en 1971 pour financer le WWF, par le prince Bernhard des Pays-Bas, conjoint de la reine Juliana de la Maison d'Orange, est restreint à tout moment à 1001 membres et seulement sur invitation. Le Club a fait don d'un immeuble dans la ville suisse de Gland, qui abrite actuellement le siège central du WWF et de l'Union mondiale pour la nature (UICN). Les premiers membres ont été personnellement choisis par le prince Bernhard et le prince Philip, duc d'Edimbourg. Voici un choix de membres actuels et anciens du Club.

Le prince Bernhard des Pays-Bas. En 1934, à l'université de Berlin, Bernhard fut recruté par les services secrets nazis et ensuite affecté chez IG Farben (le géant de la chimie qui maintint des relations d'affaire avec les Industries chimiques impériales de Grande-Bretagne pendant la guerre et produisit du Zyklon-B pour les chambres à gaz). En raison de ses antécédents nazis, le mariage de Bernhard avec la reine Juliana créa un scandale aux Pays-Bas. En 1953, Bernhard fonda le groupe de Bilderberg, qui parraine chaque année une conférence secrète réunissant des représentants de l'élite «mondialiste» nord-américaine et européenne. Bernhard fut cofondateur du WWF en 1961. En 1976, lorsqu'il fut révélé qu'il avait accepté un pot-de-vin de 1,1 million de dollars de la part de la société Lockheed, il dut démissionner (formellement) de la direction générale du groupe de Bilderberg, du WWF international et du Club 1001.

Le prince Henrik, président du WWF au Danemark.

Le prince Juan Carlos fut membre fondateur et président d'honneur du WWF-Espagne, avant de devenir roi d'Espagne.

Le prince Sadruddin Aga Kahn. Le titre «Altesse» lui fut conféré par la reine Elisabeth II en 1957, alors qu'il était rédacteur de *Paris Review*, publication cofondée par John Train.

Le prince Johannes von Thurn und Taxis (décédé). Héritier de l'une des plus puissantes «familles princières» du Saint Empire Romain Germanique. Sa famille possède d'énormes propriétés en Bavière, au Portugal, en Italie et au Brésil. Son père, Max, hébergea pendant longtemps le quartier général de l'Allgemeine SS dans son château de Ratisbonne en Bavière.

Bertold Beitz. Directeur de la Fondation Alfred Krupp von Bohlen et Halbach. En 1953, il prit la direction de Krupp Industries.

Conrad Black, P-DG de la société Hollinger, conglomérat de presse avec de nombreux journaux en Grande-Bretagne, au Canada, aux Etats-Unis, en Israël et en Australie. La Hollinger se nommait d'abord l'Argus Corporation et était issue après la Deuxième Guerre mondiale de la War Supplies Ltd, une société écran du renseignement britannique pendant le conflit. Empire de presse au service de la maison Windsor, Hollinger a pris la tête des campagnes de presse contre le président américain Bill Clinton.

Le baron Aubrey Buxton d'Alsa. Vice-président du WWF-Royaume-Uni. La famille Buxton dirige la Barclays Bank.

Peter Cadbury. Président des Preston Publications et du George Cadbury Trust. L'empire du chocolat des Cadbury a une influence dominante sur les économies d'Afrique occidentale.

Le Dr Luc Hoffmann. Vice-président du WWF-International et de l'UICN (1966-1969) ; directeur de Hoffmann-Laroche, la société pharmaceutique suisse.

Alexander King. Cofondateur avec Aurelio Peccei du Club de Rome en 1968, et co-auteur du livre *Halte à la croissance !* qui remet en valeur l'argument malthusien en faveur d'une réduction drastique de la population mondiale.

Jonkheer John H. Loudon. Fait chevalier des familles royales britanniques et hollandaises. Choisi personnellement par le prince Bernhard en 1977 pour lui succéder à la présidence du WWF-International, il est l'ancien P-DG du groupe Royal Dutch Shell.

Sir Peter Scott (décédé). Chevalier de l'Empire britannique. Président du WWF depuis ses débuts en 1961. Président de la Commission du service de survie de l'UICN depuis 1963. Fondateur du Wildfowl Trust (fonds du gibier d'eau) en 1964.

Maurice Strong. Vice-président du WWF-International jusqu'en 1975. Premier directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) jusqu'en 1975, et avant cela, secrétaire général de la Conférence sur l'environnement humain de l'Onu pendant deux ans. Président du bureau de l'UICN, sous-secrétaire général des Nations unies (1985-1987), il fut chargé de diriger le sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992. Nommé par le gouvernement canadien président de Petro-Canada (1976-1978) ; président d'Ontario Hydro.

Gustavo Cineros. Millionnaire vénézuélien proche de milieux blanchissant l'argent de la drogue. Début 1994, la banque dirigée par sa famille, la Banco Latino, fit faillite et fut saisie par le gouvernement vénézuélien. Son frère Ricardo, directeur de la Banco Latino est depuis lors en fuite. Gustavo dirigeait la principale organisation écologiste du pays (BIOMA), jusqu'à ce que celle-ci fut fermée pour avoir fait réaliser un film truqué dénonçant le massacre des dauphins.

D.K. Ludwig (décédé). Homme d'affaire qui a fait fortune en détruisant les forêts humides d'Amazonie. Il aida par la suite Meyer Lansky, le parrain du syndicat du crime organisé, à établir son empire de blanchiment de narcodollars dans les Bahamas.

PRESSE L'ex-magnat des médias est accusé de malversations comptables au sein du groupe Hollinger

Conrad Black cloué au pilori

Claire Derville

Un pillier. Un escroc. Un traître. Les accusations et les procès tombent comme s'il en pleuvait sur la tête de lord Conrad Black. Accusé de malversations comptables au sein du groupe Hollinger, le magnat des médias, qui brilla pendant des années dans les gratins londoniens et new-yorkais, est aujourd'hui conspué. Son aura, déjà largement entaché par des accusations de malversations comptables, vient de se ternir encore un peu plus avec la publication d'un rapport interne accablant qui relate comment Conrad Black et d'autres actionnaires de Hollinger ont systématiquement « pillé » l'entreprise pendant plus d'une décennie.

Ce rapport, conduit par Richard Breeden, un ancien président de la SEC, a été rédigé à la demande du conseil d'administration de Hollinger International, la filiale américaine du groupe canadien Hollinger Inc., contrôlé par Conrad Black. Il a été déposé mardi matin auprès du gendarme de la Bourse américaine (SEC).

Ses rédacteurs affirment que, sur la seule période 1997-2003,

« propriétaires », Black et Radler se sont donné pour mission de se remplir les poches au détriment de Hollinger, quasiment jour après jour et avec presque tous les moyens qu'ils pouvaient imaginer », accuse le rapport.

Conrad Black et David Radler, qui ont tous deux démissionné de leurs postes au sein de Hollinger International, se servaient notamment du holding Ravelston, la société particulièrement fautive de Hollinger International. Entre 1997 et 2003, les deux hommes auraient ainsi empoché 218,4 millions de dollars sous forme de frais de gestion.

Autre méthode, plus simple et tout aussi efficace : les notes de frais. Selon le rapport, les deux hommes et leurs familles auraient utilisé le groupe « comme une tirelire » pour s'offrir de luxueux traitements.

Conrad Black aurait ainsi déboursé 24 950 dollars en « boissons estivales », 3 530 dollars en « argenterie pour le jet ».

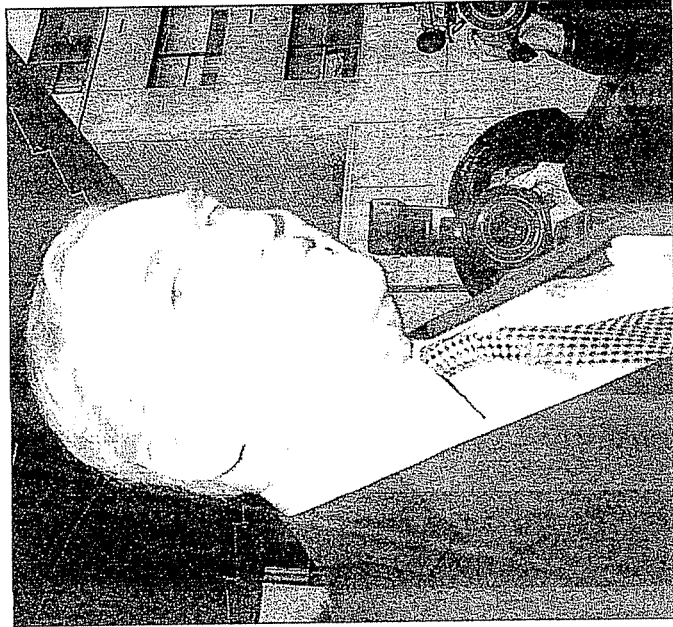
2 083 dollars en « matériel de sport », 2 785 dollars pour des billets d'opéra, 2 483 dollars pour des sacs à main et pas moins de 42 870 dollars pour célébrer en grande pompe l'anniversaire de sa femme, Bar-

bara Amiel Black, ex-éditorialiste au *Daily Telegraph*, le tout au frais de Hollinger.

David Radler, quant à lui, s'est vu offrir un avion d'affaires par la société, quand Conrad Black et sa famille décidaient de louer un jet. Coût de l'opération : 23 millions de dollars entre 2000 et 2003. « Une flotte très coûteuse pour une entreprise aussi petite et aux performances aussi mauvaises que Hollinger à cette époque », note le rapport.

Via un communiqué de sa société Ravelston, Conrad Black, qui détient 68 % de ses droits de vote et 18,2 % du capital de Hollinger Inc., a rétorqué en accusant les initiateurs du rapport d'avoir dilapidé 25 millions de dollars et de « recycler les mêmes exagérations truquées de mensonges ». Un porte-parole de David Radler a pour sa part déclaré que le rapport d'audit interne « est erroné, diffamatoire et ne traite pas objectivement les informations ».

Hollinger International, qui a vendu le quotidien *The Daily Telegraph* contre l'avis de Conrad Black, réclame à ce dernier 1,25 milliard de dollars américains de dommages et intérêts. La SEC est sur le point de lancer une action au civil.



Un rapport interne relate comment Conrad Black et d'autres actionnaires de Hollinger ont systématiquement « pillé » l'entreprise pendant plus d'une décennie. (Photo L. Lanzano/AP.)

Conrad Black et ses acolytes ont empoché 400 millions de dollars.

« Au total, l'argent pris par Hollinger » durant cette période, affirme le rapport.

« Derrrière un torrent continu de vantardises concernant leur résultats en tant que

Fred Meuser. L'homme qui transmet le pot de vin de 1,1 million de dollars de la société Lockheed au prince Bernhard.

Tibor Rosenbaum (décédé). Premier chef de la logistique du Mossad. Sa Banque du crédit international (BCI) a été qualifiée par le magazine *Life* en 1967 de «blanchisserie» pour Meyer Lansky.

Louis Mortimer Bloomfield (décédé). Cofondateur du WWF-Canada, il fut un agent de renseignement britannique affecté au FBI américain pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il présida ensuite à Montréal la société Permindex, société que le procureur du district de la Nouvelle-Orléans, Jim Garrison, accusa d'avoir joué un rôle dans l'assassinat du président Kennedy. Les services secrets français établirent que Permindex avait recyclé 200 000 dollars à travers la BCI dans le but de financer diverses tentatives d'assassinat contre le général de Gaulle. Permindex fut expulsé de France et d'Italie.

Robert Vesco, fugitif international, considéré comme la «connexion américaine» du cartel de Medellin.

Anton Rupert, cofondateur du Club 1001 et président du WWF-Afrique du Sud. Propriétaire du tabac Rembrandt et protégé de sir Stewart Menzies, chef du MI-6 britannique pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Henry Keswick, président de Jardine Matheson, la société britannique créée par Lord Palmerston pour s'occuper du trafic d'opium en Extrême-Orient au XIXème siècle. Son frère, John Keswick, est directeur de la Banque d'Angleterre et président de la Hambros Bank, laquelle soutient le WWF.

Edmond Safra, président de la Safra Bank, ancien propriétaire de l'*American Express*. Soupçonné de blanchir de l'argent sale, il a fait l'objet d'enquêtes de la part des gouvernements suisse et américain.

Ce que pensent les dirigeants du WWF

• Quelques citations choisies du prince Philip, duc d'Edimbourg.

Rapporté par l'agence de presse *Deutsche Press Agentur*, en août 1988 :

«Au cas où je serais réincarné, je souhaiterais l'être sous la forme d'un virus mortel afin d'apporter ma contribution au problème de la surpopulation.»

Introduction au chapitre sur le «facteur démographique» de son livre *Down to the Earth*, 1988 :

«Ce que l'on entend par l'«équilibre de la nature», c'est simplement le système naturel d'autolimitation. La fécondité et la reproduction réussie créent des excédents, une fois les pertes remplacées. Le système des prédateurs, les variations climatiques, la maladie, la famine — et dans le cas du mal nommé «homo sapiens» — la guerre et le terrorisme constituent les principaux moyens par lesquels la quantité des populations est restreinte.

«Abstraction faite des passions, il doit être évident que la population humaine du monde est devenue si nombreuse qu'elle menace son propre habitat ; et elle a déjà

réussi à provoquer la disparition d'un grand nombre d'espèces de faune et de flore. Certaines ont été tout simplement tuées. D'autres ont disparu discrètement parce que des activités humaines avaient occupé ou perturbé leurs habitats.»

Préface du même livre :

«Je ne prétend pas m'intéresser spécialement à l'histoire naturelle mais, lorsque j'étais petit, on a attiré mon attention sur les fluctuations annuelles de la quantité de gibier et sur la nécessité de fixer le nombre d'animaux à supprimer en fonction de la population excédentaire.»

Lors de la réception d'un diplôme honoraire de l'université de l'Ontario (Canada) le 1er juillet 1983 :

«Le projet de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) destiné à éliminer la malaria au Sri Lanka dans les années après la guerre, a réalisé son objectif. Mais le problème, c'est que le Sri Lanka doit aujourd'hui nourrir trois fois plus de bouches, trouver trois fois plus d'emplois, tripler les logements, l'énergie, les écoles, les hopitaux et les terres habitables, afin de maintenir les mêmes niveaux. Il n'est guère étonnant que l'environnement naturel et la faune dans ce pays en aient souffert. Toujours est-il que (...) les programmes d'aide les mieux intentionnés sont, au moins en partie, responsables de ces problèmes.»

Discours devant la réunion conjointe du Groupe de la population et du développement et de la Commission de conservation de tous les partis à Londres le 11 mars 1987 :

«Je crois que (...) la pression exercée par la population humaine — le simple nombre de gens sur cette planète — est la cause la plus importante de la dégradation de l'environnement naturel (...) Tout ceci a été rendu possible par la révolution industrielle et le développement explosif de la science a été propagé dans le monde entier par la nouvelle religion économique du développement.»

• Un entretien avec Thomas Lovejoy

L'entretien suivant a été accordé en 1983 à un représentant des Editions Alcuin par M. Thomas Lovejoy, à l'époque dirigeant du WWF des Etats-Unis et P-DG de la compagnie d'assurance Metropolitan Life Co.

Thomas Lovejoy : Je veux clarifier les choses d'emblée : il y a des gens qui font circuler des histoires très sales selon lesquelles le WWF essaye d'empêcher le moindre investissement dans le secteur en voie de développement, qu'il rejette toute industrie, que nous ne nous intéressons qu'aux animaux et aux plantes... C'est un mensonge...

Mais le WWF n'a-t-il pas pris le parti des petits animaux et des plantes exotiques contre le développement industriel et le développement des ressources dans certains endroits ?

Thomas Lovejoy : Certes. Mais cela ne veut pas dire que nous nous opposons à tout développement. Nous nous opposons à tout développement désordonné et négligent. Je veux que cela soit clair, parce qu'autrement il y a des gens importants qui vont en tirer une mauvaise impression. Savez-vous qui je suis ? Savez-vous vraiment qui je suis ? Je suis le président du Comité exécutif du conseil d'administration de la Metropolitan Life. Savez-vous qui est vraiment Russel Train [Président du WWF américain et ancien officier de l'Otan] ? Il est membre du conseil d'administration d'Union Carbide. Qui croyez-vous, nom d'un chien, qui fait les investissements dans le secteur en voie de dévelop-

pement ? Qui profite ? Regardez donc le conseil de direction du WWF et vous y trouverez les dirigeants du monde des affaires industrielles et financières. C'est nous qui faisons les investissements. Nous faisons les profits et nous voulons continuer... tout en protégeant les petits animaux... Le problème numéro un, ce sont ces satanés secteurs publics et nationaux des pays en voie de développement ! Ces pays pensent qu'ils ont le droit de développer leurs ressources comme ils l'entendent. Ils veulent devenir des puissances, des Etats souverains et ils s'affairent... Nous pensions que nous pourrions mieux contrôler tout cela en raisonnant leurs dirigeants, ces crétins nationalistes. Mais nous avons surestimé la capacité que nous avons de contrôler ces gens-là, nous allons devoir ajuster le tir. L'ajustement sera certainement très douloureux. Le véritable problème, c'est ce stupide nationalisme et les plans de développement auquel il conduit.

Comment en venir à bout ?

Thomas Lovejoy : Ce n'est pas facile. Avant tout, il faut commencer par contrôler le ministère du Plan dans ces pays-là, surtout dans les grands pays. La crise de la dette est particulièrement opportune. Elle présente des risques mais aussi des promesses. Elle va imposer des coupes claires, des choix pénibles. Il devrait être possible de briser certains de ces grands combinats nationaux, comme l'industrie pétrolière mexicaine, parce qu'ils sont inefficaces et gros dévoreurs de capitaux.

Comment ferez-vous pour changer le programme d'investissement ? Ce n'est pas facile...

Thomas Lovejoy : C'est vrai, mais ce n'est pas impossible. Nous suggérons que si vous faites usage des considérations écologiques que nous soulevons, cela permet de retracer le plan des stratégies de développement. Prenez le Brésil, où il y a d'ambitieux programmes de développement de l'aluminium. L'idée est excellente, mais on ne peut pas le faire sans une énorme quantité d'énergie. C'est là que les problèmes commencent. Les Brésiliens — je suis au courant, j'ai dix-sept ans d'expérience avec eux — pensent que s'ils développent l'Amazonie, ils deviendront une superpuissance. Ils se montent la tête avec tout ça. Alors, il faut être prudent. On peut les acheter avec moins. Laissez les développer leur bauxite et d'autres choses, et pendant ce temps-là, restructurez les plans afin de diminuer le développement du secteur énergétique, pour des raisons écologiques. A ce moment-là, nos amis du ministère du Développement s'exclament que c'est vraiment une très bonne idée...

Et qui fera les profits sur les développements de la bauxite ?

Thomas Lovejoy : Les fonds pour investir viendront de tous côtés et les profits seront largement répartis, et les amis du WWF seront au beau milieu de tout ça. C'est pour cela que je dis qu'il est absurde de nous présenter comme opposés au développement. Nous avons un problème avec les nations, et certes les nations en tant qu'institutions font obstacle à toutes sortes de choses — font obstacles aux projets profitables et écologiquement sains. Mais c'est un mensonge hystérique de nous accuser d'être antidéveloppement.

Les parcs naturels en Afrique

Le WWF n'a pas innové en matière de parcs naturels. Si l'on étudie de près l'histoire de l'empire colonial britannique, l'on constatera que ce dernier a mis

en place vis-à-vis de ses colonies — et en particulier en Afrique — des politiques qui ressemblent étrangement pour certains aspects à ce que le prince Philip propose pour l'écologie de la planète.

La lecture d'une carte d'Afrique où se dessinent les frontières des parcs nationaux peut être une activité enrichissante. D'abord, on est frappé par la simple dimension de ces systèmes : la superficie du parc Kruger en Afrique du Sud est, par exemple, comparable à celle de la Lorraine, tandis que le vaste complexe de parcs en Zambie recouvre une étendue supérieure à la Grande Bretagne. Un autre aspect saisissant de cette carte est le grand nombre de parcs et de réserves qui sont situés sur des réserves nationales. Dans bien des cas, ils constituent des ensembles binationaux ou trinationaux à califourchon sur des frontières communes.

Il n'y a rien de spécifique à conserver précisément sur ces frontières qui ont été tracées arbitrairement par les empires coloniaux. A cette époque, ces zones dans lesquelles les indigènes n'avaient pas le droit de pénétrer, constituaient pour l'oligarchie coloniale des zoos dans lesquels elle pouvait venir librement chasser ou contempler une nature apparemment vierge d'activité humaine. Aujourd'hui, ces réserves constituent de véritables zones d'instabilité politique qui permettent de maintenir l'Afrique dans un état permanent de guerres, de coups d'Etat, de massacres et... de non-développement. Dans un tel contexte, les richesses naturelles ne sont pas exploitées pour élever le niveau de vie de la population mais demeurent simplement sous le contrôle de quelques cartels miniers du Commonwealth anglo-américain.

Donnons deux exemples :

- Ouganda-Soudan. Le dernier bastion de l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA) au Soudan est la ville de Nimuli sur la frontière avec l'Ouganda. Il est approvisionné à la fois depuis le parc national tout proche de Nimuli qui se trouve à la frontière avec l'Ouganda, et depuis le parc de la vallée de Kidepo dans le nord de l'Ouganda. Ce dernier sert aussi de centre de commandement et d'entraînement du SPLA.

Depuis au moins les années 60, différents groupes ougandais ont lancé des opérations militaires contre le sud du Soudan à partir du parc Kidepo. Celui-ci a été créé en 1962, contre l'avis des spécialistes de la conservation sur place qui contestaient surtout son emplacement. Certains maintiennent qu'il avait été créé uniquement pour faciliter la subversion par la Grande-Bretagne, du Soudan devenu indépendant en 1956. Le fondateur du WWF, Peter Scott, fut aussi pendant longtemps le président du département ougandais des parcs.

- Ouganda/Congo-Zaïre. Pendant les années 60 et 70, le KGB formait des mouvements de libération de l'Afrique australe dans des parcs nationaux de l'Ouganda et du Zaïre. Parmi ces mouvements, il y avait l'Union des peuples du Zimbabwe (ZAPU) et sa scission, l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), le Congrès national d'Afrique du Sud (ANC) et sa scission, le Congrès Pan-Africain (PAC).

Les endroits utilisés faisaient partie du complexe des parcs nationaux de l'ouest de l'Ouganda et de l'est du Zaïre, dont le parc zaïrois Virunga, le complexe de parcs reine Elisabeth et le parc Gorille d'Ouganda. Ces mêmes parcs devaient servir plus tard aux invasions ougandaises du Rwanda en 1990 et 1994.

Le WWF en Europe

Les projets du WWF en matière de «parcs naturels» et de «zones protégées» ne se limitent pas à l'Afrique, même si c'est sur ce continent qu'ils prennent

leur forme la plus brutale — étant donné que c'est justement là que le «mondialisme» prend le plus le pas sur les Etats et les institutions nationales à l'heure actuelle. En fait, le WWF a prévu pour les cinq continents des projets de recoupement des frontières, y compris en Europe et en Amérique du Nord, qui visent surtout à faire exploser la souveraineté nationale.

La chute du communisme semble, par exemple, avoir constitué un cauchemar pour le prince Philip, car à cette époque, certains milieux industriels en Europe, influencés en cela par des propositions de l'économiste américain Lyndon LaRouche, avaient envisagé de lancer un programme de développement industriel et d'infrastructure comprenant entre autres un vaste réseau ferroviaire entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. Le WWF a publié une étude intitulée *Parcs pour la vie : Action en faveur de zones protégées en Europe* qui a été présentée à la presse le 19 septembre 1994 à Bruxelles. A la lecture de ce rapport de 150 pages, on trouve un étonnant éloge du rideau de fer car celui-ci aurait contribué à préserver la pureté écologique en Europe ! Tout au long de ce rapport, les auteurs se prononcent contre «les grands projets d'infrastructure» et pour l'extension des terres non exploitées.

Le WWF en France

Le WWF sert de structure de coordination à l'ensemble des organisations écologistes pour leurs différentes actions contre les projets infrastructurels. Avec un budget annuel de 20 millions de francs, provenant essentiellement du mécénat d'entreprises, il mène une campagne assidue pour instaurer le «développement durable» dans tous les secteurs de la vie française. Par ce terme, le WWF entend surtout la «protection des milieux naturels», à laquelle il consacre 43% de son budget.

C'est ainsi que l'opération qui a permis de bloquer les programmes de l'EPALA (Etablissement public de l'aménagement de la Loire et de ses affluents) a été menée par une association, Loire vivante, dont l'essentiel du fonctionnement était assuré par le WWF. C'est en effet lui qui payait le salaire du permanent suisse de cette association, Roberto Eppe. Cette opération a d'ailleurs réussi puisque, après moult retournements et tergiversations des gouvernements Rocard, Cresson et Bérégovoy, il était finalement décidé en janvier 1994 — donc par le gouvernement Balladur — d'abandonner deux projets de barrage, dont celui de Serre-de-la-Fare, le plus controversé des ouvrages proposés par l'EPALA.

En 1988, le duc d'Edimbourg se rendait même en personne au Bec d'Allier, l'observatoire installé par le WWF au confluent de la Loire et de l'Allier, et y lançait son «Vive la Loire sauvage !» Se développait ensuite une campagne à l'échelle européenne, dont le cri de ralliement était «Sauvons la Loire, dernier fleuve sauvage d'Europe». Les organisations écologistes des quatre coins de l'Europe rameutées par le WWF, venaient soutenir les opposants à l'aménagement de la Loire. Ceux qui ont tout perdu suite aux inondations apprécieront l'éloge ainsi consacré à la «sauvagerie» d'un fleuve qui a accompagné pendant plus de dix siècles l'histoire de France. Sauvagerie qui peut se résumer en deux chiffres : en plein été, le débit de la Loire peut descendre jusqu'à 50 m³/s (le quart de celui de la Seine au mois de juillet sous les ponts de Paris) ; lors d'une grande crue, ce même débit peut soudain s'élever jusqu'à 8 000 m³/s. La grande colère de la Loire de 1980 faisait ainsi 8 morts et plus de 500 millions de francs de dégâts.

Selon la philosophie du WWF, «l'homme doit abandonner les zones dangereuses», ce qui revient essentiellement à dire que l'homme doit disparaître de

la surface de la planète. C'est pourquoi le WWF fait abondamment campagne contre les projets de barrage de la Loire, n'hésitant pas à s'allier pour l'occasion à une organisation aussi extrémiste que Robin des Bois, fondée par Jacky Bonnemains, un dissident de Greenpeace.

Le WWF travaille aussi directement avec Greenpeace. Le directeur de la communication du WWF, Pierre Mollier, avoue ainsi «rencontrer au minimum une fois par semaine mes collègues de Greenpeace, au moins pendant la période de la conférence de la Commission baleinière internationale». S'il y a parfois désaccord sur les méthodes entre les deux organisations, il y a complet accord sur le but à atteindre : arrêter ce qu'ils appellent le «développement insoutenable qui détruit la planète. »

2. Greenpeace

Le créneau de Greenpeace

Dans la galaxie des organisations anti-industrielles, Greenpeace, la légendaire ONG internationale, occupe une place intermédiaire entre les organisations «respectables» telles que le WWF, et les organisations «non respectables» telles que les mouvements écoterroristes du genre de Earth First! Officiellement, Greenpeace est une association pacifiste, comme son nom semble l'indiquer.

Historiquement, les deux thèmes fondateurs à partir desquels Greenpeace a organisé ses premières campagnes étaient contre la chasse à la baleine et contre les essais nucléaires français. Depuis les thèmes se sont multipliés et l'on peut entre autres citer l'opposition au nucléaire civil, au chlore, aux gaz à effet de serre, aux organismes génétiquement modifiés (OGM), à l'incinération des déchets ménagers, ainsi que la protection de l'écologie marine, des forêts, la protection de l'Antarctique, la protection de la couche d'ozone, etc.

Comme on le voit, Greenpeace occupe le terrain sur toutes les grandes «causes» écologistes à la mode. Elle lance des actions «sur le terrain» et a une image plus combattante (contrairement à d'autres organisations plus «respectables»).

Une opération de harcèlement de Greenpeace contre telle ou telle industrie est toujours très spectaculaire (des militants vont, par exemple, s'enchaîner aux grilles d'une centrale nucléaire déguisés avec des tenues de protection contre les radiations) et reçoit systématiquement une couverture abondante dans les médias.

Il faut toutefois chasser l'image idyllique, que Greenpeace aime à cultiver, de la petite organisation courageuse qui ose défier les gros lobbies industriels, pour comprendre la nature de cette «multinationale verte». En effet, lorsque son ancien dirigeant, David McTaggart quitte officiellement Greenpeace en 1991, l'organisation compte 5 millions de sympathisants dans le monde (aujourd'hui Greenpeace revendique 3 millions de sympathisants) et 43 bureaux. David McTaggart est l'homme qui a fait d'un petit groupe de hippies de Vancouver une multinationale qui affichait en 1993 un budget de 144 millions de dollars.

Il s'agit donc de l'une des ONG les plus riches du monde mais, compte tenu des grosses dépenses qu'elle engage, ce chiffre est vraisemblablement très sous-estimé : ils vont, par exemple, dépenser 1,4 million de francs pour mettre en scène l'agonie d'un bébé dauphin dans les filets d'un chalutier, ou faire mener un train de vie luxueux aux dirigeants comme en témoigne Bjorn Okern, l'ex-directeur de Greenpeace-Norvège : «Je n'ai jamais autant pris l'avion en première classe, ni couché dans des hôtels de luxe, qu'à l'époque où je travaillais pour Greenpeace.»

Pour caractériser le personnage de David McTaggart, citons simplement sa déclaration au *Time* du 21 août 1989 :

«Je n'ai aucune moralité. Nous combattons pour que nos enfants puissent atteindre le XXIème siècle. Alors, au diable les règles.»

Avec de tels principes, il devient naturel de décider soi-même pour le reste de l'humanité de ce qui est bon pour elle...

Les véritables motivations de Greenpeace

En juin 1991, Michael Knessler écrivait dans le magazine autrichien *Der Wiener* : «D'un jour à l'autre, une communauté de consommateurs haschich devenait un groupe de combattants écologistes opérant à un niveau international.» Lorsque l'on étudie la manière fulgurante dont Greenpeace s'est développée, il devient naturel de se demander si l'habileté de ses dirigeants y a suffi, ou s'il n'y a pas eu quelque soutien occulte dont on pourrait peut-être trouver l'identité en se demandant à quels intérêts profitent les campagnes ? Des analyses intéressantes mais contradictoires ont voulu faire, par exemple, de Greenpeace un appendice de la CIA ou du KGB.

Il est clair qu'il y a eu une «convergence d'intérêts» entre Greenpeace et le régime soviétique, bien que qualifier la multinationale verte d'agent du KGB serait une vision réductrice. Cependant, au cours des années 80, lorsque Greenpeace manifestait contre les armes nucléaires, c'était en fait contre les armes antimissiles occidentales (l'Initiative de défense stratégique américaine), à une époque où les Soviétiques travaillaient sur des projets similaires, et contre les Pershing en Europe, à une époque où les Soviétiques avaient déjà installé des SS-20 en Allemagne de l'Est. Greenpeace n'a jamais manifesté contre les armes soviétiques mais seulement contre leurs chasseurs de baleine, et de manière très modérée. C'est ainsi que le numéro des 21-27 mars 1989 du magazine soviétique *Temps nouveaux* destiné aux agents extérieurs de l'Union soviétique, contenait un article «Adhérer à Greenpeace» où l'on pouvait lire que «Greenpeace aura prochainement des milliers de nouveaux adhérents en Union soviétique.»

Il est clair également que toutes les campagnes de Greenpeace contre le nucléaire civil — en particulier en France et au Japon — n'ont pu que servir les intérêts des pétroliers américains comme on l'a souvent rappelé par le passé. Mais la meilleure approche semble bel et bien de considérer que sous l'impulsion de McTaggart, Greenpeace, soit tout d'abord devenue une sorte de mercenaire vert cherchant à «faire de l'argent» en «surfant» sur la vague anti-industrielle issue de la fin des années 60. C'est cet objectif qui peut le mieux expliquer le manque de cohérence des analyses partielles que l'on serait tenté de faire.

Tout ceci nous éloigne de la véritable défense désintéressée de l'environnement et trouve sa confirmation dans les témoignages désabusés d'anciens membres. Citons encore l'ancien président de Greenpeace-Norvège :

«Avec la campagne pour les baleines, on détourne l'attention des vraies questions écologiques. Tout le monde peut s'acheter un peu de bonne conscience verte en soutenant la campagne sur les baleines, y compris les personnes et entreprises qui polluent le plus. Si Greenpeace consacrait son budget annuel d'un milliard de couronnes norvégiennes aux véritables problèmes de l'environnement, la bataille pour la protection de celui-ci ferait un grand pas en avant.»

Écoutons également l'ancien directeur de Greenpeace-France, Philippe Duquenne :

«La seule obligation de résultat de l'organisation est de faire la une des médias de temps en temps. C'est un système très pervers. L'important est de trouver quelques mots magiques qui feront «tilt» dans l'opinion publique. En outre, Greenpeace International décide de ce qui se fera en France et l'organisation fait preuve d'un intégrisme inouï. Son approche des problèmes se veut scientifique mais prend-elle le recul nécessaire ? A aucun moment, il n'y a d'analyse critique.» «Vu la façon dont les campagnes sont choisies, vu la façon dont les actions sont menées, il y a tous les risques d'une dérive. Greenpeace aligne tout le monde sur les besoins des Américains et des Européens du Nord. On peut facilement faire passer des idées dans Greenpeace parce qu'il n'y a pas d'analyse. On n'y fait pas de prospective. On ne se demande jamais quels seront les nouveaux thèmes de campagne. Ceux-ci arrivent sans qu'on les cherche.»

Greenpeace, n'est donc pas vraiment une organisation démocratique. Ceci est également confirmé Bennet Metcalfe, qui a précédé McTaggart à la direction :

«Quand je pense à toutes ces années, à tout ce qui s'est passé depuis que nous avons fondé cette organisation, j'ai vraiment l'impression d'avoir créé un monstre, d'être un peu comme le docteur Frankenstein.»

Greenpeace et les médias : un cas d'étude

Examinons sur un exemple particulier récent le *modus operandi* de la multinationale verte : les campagnes menées contre l'usine de retraitement de la Cogema à La Hague.

Greenpeace n'est pas le seul ni le premier intervenant dans ces campagnes. Celles-ci se déroulent d'ailleurs dans un contexte très «chaud» (campagne contre les essais nucléaires français en 1995, rapport Viel sur les leucémies de La Hague etc.). Greenpeace-Cherbourg a même une existence symbolique qui se limite à quelques employés de l'arsenal nucléaire (!). Cependant, Greenpeace-International a su investir et contrôler le terrain, créer toute une mobilisation internationale autour des rejets de La Hague, la faire durer plusieurs années sous la forme d'un feuilleton interminable de type *Dallas*... tout cela sans jamais prouver l'existence d'un véritable problème pour la santé publique ou même pour l'environnement !

En effectuant une revue de presse sur les attaques dans la presse française contre le nucléaire français au cours des années 1990-1997, nous pouvons constater que toute la campagne sur les seuls rejets de La Hague (sans tenir compte des «affaires associées» telles que le rapport Viel ou les attaques par les associations locales du centre de l'ANDRA à Cherbourg) a provoqué une avalanche médiatique sans précédent sur un ton la plupart du temps «catastrophiste» (*Sud-Ouest* : «*L'environnement de La Hague est gravement contaminé*», *Le Républicain Lorrain* : «*Nucléaire : La Hague en accusation*», *Le Méridional* : «*Nucléaire : alerte à La Hague*», etc.). Pour la période entre le 15 février 1996 et le 31 décembre 1997, nous avons relevé un échantillon, largement non exhaustif, de 114 extraits de presse sur le sujet, la plupart émanant de médias nationaux ou à grand tirage. Il serait trop long de donner ici une chronologie complète des événements, nous nous contenterons de quelques étapes.

- Le 15 février 1996, Greenpeace présente à la presse une étude qu'elle a commandée à la CRII-RAD : *Contrôles radiologiques dans l'environnement des installations nucléaires de La Hague*. Selon cette étude, l'environnement serait

contaminé par plusieurs radioéléments, dont l'iode 129 qui pourrait être inhalé par les populations ou contaminer la chaîne alimentaire, «c'est la signature des rejets aériens des usines de retraitement de La Hague». En fait, ce rapport ne produit rien de nouveau ou de «caché par les nucléocrates». La Cogema parvient sans peine à montrer que ces radioéléments correspondent aux rejets qu'elle est autorisée à effectuer et que leur impact est insignifiant : «La radioactivité naturelle est de 2 500 $\mu\text{Sv}/\text{an}$. L'impact de l'usine sur l'environnement est de 10 à 20 $\mu\text{Sv}/\text{an}$ alors que la norme autorisée pour le public est de 5 000 $\mu\text{Sv}/\text{an}$ ».

- Le 28 mai 1997, Greenpeace commande un second rapport à la CRII-RAD pour relancer l'affaire de l'iode 129. Cette étude porte plus particulièrement sur la dilution de l'iode 129 provenant du centre de retraitement, dans l'eau de mer. Le rapport est de nouveau alarmiste et affirme que les mesures officielles «montrent que les facteurs de dilution prévus par la Cogema conduisent à sous-estimer d'un facteur 10 à 100 les quantités de radionucléides artificiels présents dans l'eau de mer». Après enquête, il s'avère que la CRII-RAD a commis dans son rapport une erreur de calcul de débutant... Donc, ici encore, nous avons eu beaucoup de bruit pour rien.

- Le 11 mars 1997, les marées d'équinoxe découvrent la conduite rejetant en mer les effluents liquides de l'usine. Greenpeace effectue des premières mesures de radioactivité et en fait effectuer par la CRII-RAD. Le 8 avril, trente-cinq militants de Greenpeace envahissent l'endroit pour effectuer un second contrôle sur la canalisation : «Nous avons relevé 385 μSv par heure. Cela représente une irradiation 3 860 fois supérieure à la norme.» C'est ainsi que démarre «l'affaire du tuyau». Ce nombre de «3 860» qui correspond aux premières mesures a en effet de quoi paniquer tout auditeur naïf qui ignore que le dépassement d'une norme ne signifie pas nécessairement danger. On notera cependant le décalage entre le ton dramatique de cette déclaration et le déplacement de trente-cinq militants : si Greenpeace pensait réellement qu'il y avait un danger aurait-elle organisé une telle mise en scène si éloignée du calme que nécessitent des mesures scientifiques ? Néanmoins, une ambiance de catastrophe est transmise par l'audiovisuel, notamment lors de l'émission de *FR3, Thalassa*, du 18 avril : les représentants de la CRII-RAD sont filmés en train de mesurer la radioactivité. Gros plan sur l'usine avec musique de fin du monde. L'angoisse est mise en scène. Les hommes semblent inquiets, ils sont pressés et silencieux. Dès que les mesures sont prises, l'un d'entre eux déclare : «Allez, on file», comme s'ils se trouvaient près d'une bombe prête à exploser. Invisible, tapi, le danger est là, d'autant plus oppressant qu'on ne le voit pas.

L'enquête sur l'incident donne les résultats suivants.

Sur la réalité de l'incident, la radioactivité détectée est due à la présence de tartre radioactif sur les parois intérieures de la canalisation. Il sera procédé ultérieurement à un détartrage du tuyau. D'après la Cogema : «Le dépôt de tartre est en effet dû à la formation de silicate à la suite de la mise en contact des eaux de pluie avec les effluents, et il y sera remédié en n'envoyant plus, dorénavant, les unes et les autres simultanément sur la conduite».

Sur la réalité du risque, la radioactivité décroît très rapidement dès que l'on s'éloigne de la conduite (quelques mètres) et la conduite n'est découverte qu'une fois tous les cinq ans, donc pour qu'il y ait un problème sanitaire quelconque il faudrait imaginer que quelqu'un vienne s'allonger plusieurs heures d'affilées sur la conduite ce qui paraît peu vraisemblable à cette époque de l'année...

- Au cours de la première quinzaine de juin 1997 des hommes-grenouilles de Greenpeace font des plongées et viennent prélever des sédiments et de l'eau au voisinage de la canalisation. Selon Greenpeace, la radioactivité de l'eau se situe à «un niveau 17 millions de fois supérieur à la radioactivité naturelle de l'eau». Ce que Greenpeace ne précise pas c'est que cette radioactivité est strictement localisée à l'embouchure de la canalisation, à 27 m de profondeur et à

1,7 km de la côte dans un endroit où les courants sont particulièrement forts pour permettre justement la dispersion de cette radioactivité : ces prélèvements reviennent à juger de la qualité de l'air en mettant son nez à la sortie d'un pot d'échappement de voiture. De ce fait les chiffres donnés par Greenpeace ne révèlent donc rien qui ne soit pas déjà connu ; ils ne sont d'ailleurs contestés par personne, mais leur interprétation par l'organisation écologiste est véritablement frauduleuse. Il est intéressant néanmoins de constater que Greenpeace considère que ces prélèvements devraient être qualifiés de déchets nucléaires et pourtant les expédie pour analyse à un laboratoire en Allemagne au mépris total de la réglementation sur le transport des déchets nucléaires et sans prendre de précaution pour éviter une contamination éventuelle de tierces personnes... Si ces prélèvements sont dangereux, alors il faudrait considérer que Greenpeace est un empoisonneur, s'ils sont inoffensifs, alors toute cette campagne catastrophiste serait une fraude. Ce toute façon, cette attitude montre mieux que la véritable préoccupation de Greenpeace n'est pas la santé publique, d'autant plus qu'il n'est pas rare qu'un tel transport de produits «dangereux» soit effectué de manière tapageuse par la multinationale verte.

- Les opérations de détartrage sont effectuées le 6 septembre 1997. Quelques dizaines de kilogrammes de tartre sont détachés au cours de l'opération et entraînés vers la mer. Cette quantité représente moins d'un millième des 100 t de tartre ramenés à terre au cours de l'opération et ne provoque qu'un marquage radioactif de l'entourage immédiat de la conduite (cette radioactivité reste comparable à celle d'un bloc de granit). Cela n'empêche pas Greenpeace d'y envoyer ses plongeurs et de déclarer : «*Ce que nous avons vu s'apparente à un cauchemar nucléaire*». Cette accusation est relayée et amplifiée par les médias et notamment l'émission *Thalassa* du 27 septembre.

- Le 2 octobre 1997, Greenpeace organise une conférence de presse au sujet des prélèvements que ses plongeurs ont effectués fin septembre. L'organisation écologiste accuse la Cogema de violer le décret du 1er novembre 1980 qui fixe à un maximum de 25 microns de diamètre les particules radioactives rejetées en mer, or les rejets liquides «*fourmillent de particules radioactives d'une taille supérieure à 63 microns*». Ici encore, l'enquête met en évidence la mauvaise foi de Greenpeace : les particules radioactives de diamètre inférieur à 25 microns sont rejetées en même temps que des particules inertes de toutes tailles.

Que faut-il retenir de cet inventaire fastidieux dont nous n'avons donné qu'une partie ?

Tout d'abord que Greenpeace a repris à son compte le fameux proverbe selon lequel, lorsque l'on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage : toute cette énergie que Greenpeace a déployé n'a mis en évidence aucun problème réel. Cette constatation suffirait-elle à diminuer l'arrogance et l'agressivité de l'organisation écologiste vis-à-vis de l'industriel ? Certes non puisque dès qu'un épisode s'achève, un autre démarre. L'objectif des écologistes n'est pas ici une recherche de la vérité mais plutôt d'alimenter dans l'esprit du public, à coup de demi-vérités et de véritables mensonges, un sentiment irrationnel de peur et de malaise permanent. De ce point de vue, on peut dire que Greenpeace a parfaitement assimilé les leçons de Joseph Goebbels en matière de manipulation d'informations.

Par ailleurs, et ceci accompagne cela, Greenpeace n'aurait jamais pu déclencher une opération qui a tenu l'Europe entière en haleine pendant plus de deux ans autour d'un ensemble «d'événements» qui se réduisent littéralement à rien, sans une complaisance totale de l'ensemble de l'audiovisuel français.

The Rainbow Man

L'homme qui a sans doute le plus contribué à démythifier Greenpeace est un cinéaste islandais, Magnus Gudmunsson, qui a notamment réalisé pour la télévision danoise, plusieurs films documentaires sur Greenpeace dont l'un est intitulé *The Rainbow Man*. Parmi les choses les plus choquantes que l'on peut y voir, figure notamment l'utilisation par Greenpeace de films truqués et sa collaboration avec des «écoterroristes» collaboration tout à fait contradictoire avec le «pacifisme» affiché par la multinationale verte.

Le documentaire de Gudmunsson analyse notamment un film de propagande de Greenpeace sur la chasse aux phoques de 1978. Ce film présentait des scènes douloureuses de chasse, impossibles à prendre sur le vif sans mise en scène préalable. Certaines scènes sont tournées plusieurs fois sous des angles différents. Les images sont excellentes et les gros plans très expressifs. Carsten Fledelius, professeur de cinéma à l'université de Copenhague déclare à leur propos : «*On fait souffrir inutilement les animaux pendant le tournage. Tout ceci me rappelle les films de propagande nazis.*» Dans ce contexte, il est bon de rappeler que Greenpeace a également réalisé un film, *Kangaroos Under Fire*, contenant des scènes incroyablement atroces de torture sur les kangourous en Australie. L'idée était de faire passer les adolescents ivres morts qui pratiquaient les tortures pour des chasseurs professionnels.

The Rainbow Man a également montré de manière irréfutable les liens de Greenpeace avec une organisation violente : au cours d'une interview réalisée par deux journalistes danois, la présidente de Greenpeace de l'époque, Uta Bellion, commence par affirmer que le principe de la non violence est très important pour son organisation et qu'il n'existe pas de coopération avec un groupe violent tel que Earth First! Lorsqu'on lui présente les preuves du contraire et notamment du fait que de nombreux membres de Greenpeace Seattle sont également membres de Earth First!, elle finit par reconnaître les faits mais refuse de s'engager à mettre fin à une telle collaboration. Depuis cet épisode, la stratégie de Greenpeace s'est quelque peu infléchie : il ne s'agit plus maintenant de nier la collaboration entre Greenpeace et Earth First! mais de soutenir contre vents et marées que Earth First! n'est pas une organisation violente. A ce sujet, il peut être intéressant de citer Suzanne Pardee, membre du bureau de Greenpeace Seattle et membre de Earth First! qui s'exprimait le 6 mars 1994 sur la conférence Econet dans les termes suivants :

«Tirez sur les vaches. Elles ne courent pas. Elles ne peuvent pas mordre, elles ne chargent pas, elles ne vous lacèrent pas. Elles ne produisent que 2% de la viande sur 70% des terres de l'Etat. Une livre de bœuf exige 8 000 litres d'eau contre seulement 80 pour une livre de farine. Et puis il y en a *beaucoup* trop. Bonne chasse !»

Cette image contraste sérieusement avec l'idée que l'on se fait de Greenpeace habituellement. Dans les pays où les films de Gudmunsson ont pu être diffusés publiquement, le résultat a été désastreux pour la multinationale verte, y compris en Europe du Nord où l'idéologie verte s'est traditionnellement développée plus qu'ailleurs (les films de Gudmunsson n'ont pas été diffusés en France...). Selon les termes de Ruben Almedia, le dirigeant brésilien de Greenpeace, le voyage de Gudmunsson dans son pays en 1994 a été pour lui «*comme une catastrophe nucléaire*». Des milliers de contributeurs téléphonèrent aux locaux de Greenpeace pour exiger le remboursement de leur cotisation. Selon son propre aveu, Greenpeace a perdu la même année 50% de ses

membres au Danemark. En Suède, ce chiffre est estimé entre 30 et 40%...

Cependant, c'est sans doute en Norvège, que le film de Gudmunsson a fait le plus de dégâts. En avril 1989, Greenpeace-Norvège avait 15 000 membres et était en rapide croissance. Trois ans plus tard, selon nos sources, il ne restait dans l'organisation norvégienne que 35 membres. Le coup de grâce est venu avec la démission du président de Greenpeace-Norvège Bjorn Okern. Il a déclaré notamment que Greenpeace était devenue une organisation «écofasciste».

Une structure de renseignement et d'infiltration

Fin 1996, Olivier Vermont publiait un livre chez Albin Michel, *La face cachée de Greenpeace*, qui venait compléter de façon très intéressante ce que l'on savait depuis Gudmunsson sur Greenpeace à propos de ses liens avec l'écoterrorisme, mais surtout sur son fonctionnement en tant que réseau de renseignement. Ce livre est en fait l'histoire d'une infiltration : Olivier Vermont, pseudonyme d'un journaliste français, a passé dix mois au sein de la multinationale verte ; il y joue le rôle de secrétaire, ce qui lui permet d'avoir accès aux ordinateurs et à des informations confidentielles.

Tout d'abord, il constate que Greenpeace-France, qui est un nain à côté de ses sœurs allemande et britannique, dispose d'un réseau d'informateurs très étendu dans les milieux de la presse, de l'industrie, de la politique... ce qui lui permet d'avoir des fiches très bien renseignées sur beaucoup de personnalités. Celle de Jacques Chirac, par exemple est très complète, avec mise à jour régulière de la maîtresse bien en cour. Ces informations sont utilisées à des fins de lobbying mais, selon Vermont, elles sont «*si détaillées qu'elles ressemblent de façon troublante aux fiches établies par les services d'espionnage*».

Un document particulier trouvé par Vermont donne le frisson. Il s'agit d'un dossier intitulé *Palais de l'Élysée*, avec des cartes extrêmement précises du palais présidentiel. Des vues d'hélicoptère sur lesquelles sont représentées la loge d'honneur, le vestibule d'honneur, le fameux perron où le président accueille ses hôtes de marque et le bureau du président. Un plan en trois dimensions de l'intérieur de ce dernier détaille la disposition des meubles et la localisation exacte du fauteuil du président. Des notes manuscrites accompagnent le plan pour indiquer le trajet le plus court menant du perron au bureau. Troublant également, le dossier comporte des informations sur le système de protection de l'Élysée. Cela est d'autant plus inquiétant quand on se souvient du spot télévisé britannique *The day of the Jacques*, une opération conjointe de Greenpeace et du WWF réalisée au moment de la campagne contre les essais nucléaires français en 1995, et qui représentait une menace ouverte contre la vie du président puisque celui-ci, joué par un comédien, se trouvait visé par l'objectif d'un fusil à lunette.

En fait, contrairement à ce que l'on pourrait croire à première vue, Greenpeace n'est pas véritablement détachée du monde politique. On savait déjà que l'ancienne ministre de l'Environnement française, Ségolène Royal, reprenait en septembre 1992 presque mot pour mot la propagande de Greenpeace sur le pyralène, à tel point que même *Libération* que l'on ne pourrait vraiment pas qualifier d'anti-écologisme primaire l'avait remarqué : Mme Royal «*laboure politiquement à la remorque de Greenpeace*.» Greenpeace-Allemagne est une telle institution dans ce pays, que son ancienne directrice exécutive, Monika Griefahn, était devenue ministre de l'environnement de la Basse-Saxe.

Dans le même ordre d'idées, le livre d'Olivier Vermont nous apprend que notre ancien ministre de l'Environnement, Brice Lalonde collaborait avec Greenpeace, y compris à l'époque où il était au gouvernement. Brice Lalonde, qui avait hébergé David McTaggart en 1973, lors de son procès contre l'Etat français, s'en vante même dans une note découverte par Vermont :

«Quand j'étais secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques majeurs, dans le gouvernement de Michel Rocard, on montait nos coups ensemble. C'était amusant. David représentait Greenpeace, moi, l'Etat français.»

Plus près de nous, à l'heure où nous écrivons ces lignes le Premier ministre de Belgique, Guy Verhofstadt, vient de constituer un gouvernement de coalition avec des écologistes. Le nouveau secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable n'est autre que... Olivier Deleuze, l'ancien président de Greenpeace-France !

L'avenir de Greenpeace ?

Il est certain que les révélations faites sur Greenpeace au cours des années 90 (ainsi que certaines de ses défaites en justice contre le monde industriel comme nous le verrons dans la troisième partie de cette étude) ont considérablement diminué la marge de manœuvre de la multinationale verte. Depuis quelques années, Greenpeace a réduit considérablement ses effectifs dans de nombreux pays et notamment aux Etats-Unis. Cependant, il serait prématuré de croire que cette organisation est moribonde, elle reste un géant à vocation internationale. Le gros de ses forces se trouve actuellement en Allemagne, en Hollande et en Angleterre. C'est à partir de ces pays qu'elle a pu organiser certains coups d'éclat : par exemple, sa campagne contre l'immersion de la plate-forme Brent Spar du pétrolier Shell a renfloué ses finances à un moment où celles-ci se portaient très mal ; les campagnes contre La Hague connaissent également une forte couverture de presse outre-Rhin.

3. L'écoterrorisme

Le cas Unabomber

Theodore Kaczynski est un cas d'école qui montre que l'écoterrorisme ne peut pas être considéré comme un phénomène en tant que tel, mais qu'il est l'une des composantes nécessaires du mouvement écologiste international. Ce fou qui signait ses méfaits du pseudonyme «Unabomber», a été présenté dans la presse comme un «tueur isolé», mais cette thèse ne tient pas la route.

Rappelons les faits : Kaczynski, qui a été arrêté en 1996, a envoyé au cours des années précédentes des colis piégés à une vingtaine de victimes, tuant ainsi trois personnes et blessant seize autres. Ses cibles qui faisaient partie des élites du monde scientifique et industriel, sont en fait de la même nature que celles du groupe Animal Liberation Front (ALF, voir ci-dessous) et montrent que ce qui est remis en cause c'est le progrès technologique. Ce point a d'ailleurs été confirmé lorsqu'en septembre 1995, Unabomber a exigé que la presse publie son manifeste *La société industrielle et son avenir* faute de quoi, il aurait recommencé à tuer. Le *Washington Post* et le *New York Times* ayant cédé très complaisamment à ce chantage, on put retrouver sous la plume du tueur, des lignes qui portaient très nettement l'influence des pères de l'écologie :

«La révolution industrielle et ses conséquences ont été un désastre pour l'espèce humaine. Elles ont grandement accru l'espérance de vie de ceux qui vivent dans les pays avancés, mais elles ont également déstabilisé la société, elles ont créé une vie de frustration, elles ont soumis les êtres humains à un état indigne, amené des souffrances psychologiques très répandues (et des souffrances physiques dans le tiers monde) et enfin, provoqué des dommages graves pour la nature.»

Cette complaisance des deux journaux américains vis-à-vis du tueur, met en évidence la responsabilité de la presse dans le développement de l'écoterrorisme : Unabomber est tout d'abord le résultat, en quelque sorte, de la fascination de certains journalistes vis-à-vis des thèses anti-industrielles. Écoutons par exemple Jean-Marie Apostolides qui, en France, a traduit et présenté Unabomber aux Editions du Rocher :

«Unabomber conçoit ses engins comme des signes qu'il envoie, au-delà de la personne particulière de la victime qu'il a choisie, à la société tout entière, et que celle-ci doit déchiffrer pour le comprendre (...). Sa position, qui recouvre jusqu'à un certain point celle de l'artiste dans la tradition romantique, le dote d'une perspective de moraliste qui lui permet de désigner le mal qui nous ronge». (Souligné par Apostolides.) Ce mal, c'est bien entendu l'oppression technologique qui justifie, selon lui, non pas les méthodes d'Unabomber, mais ses thèses...

En fait, beaucoup de pistes partant de Unabomber nous conduisent directement à des mouvements écologistes et, en particulier, à des groupes écoterroristes. Par exemple, le Native Forest Network (NFN) a organisé en novembre 1994, une conférence sur le campus de l'université de Montana, à laquelle a assisté Unabomber. Le NFN a été fondé en 1990 dans la région australienne de Tasmanie par la Fondation australienne pour la conservation et par le Rainforest Action Network (RAN). La Fondation australienne pour la conservation a été fondée en 1963 par le prince Philip et le RAN en 1985 par Greenpeace, Earth First!, le Sierra Club et la National Wilderness Society. Phil Knight, fondateur du NFN, est également cadre de Earth First! et dirige la section occidentale de l'ALF.

David Foreman, l'un des fondateurs d'Earth First! écrivait en 1983 :

«Le sang des cadres des industries du bois est ma boisson naturelle et le dernier soupir des administrateurs forestiers est une douce musique pour mes oreilles».

Cependant, depuis 1990, Earth First! essaie de se faire passer pour un mouvement pacifiste. Est-ce crédible ? Si l'on en revient à la conférence de Montana de 1994, l'on constate — outre la présence de groupes criminels tels qu'ALF, aux côtés d'Earth First! — qu'un exemplaire du journal de Earth First! (*Live Wild or Die*) a été distribué à tous les participants (selon Barry Clausen, le détective qui a infiltré Earth First!). Dans ce journal se trouvait une diatribe contre des sociétés qui détruisent l'environnement comme «Exxon, qui engagea Burson-Marsteller pour contrer la publicité négative provoquée par la marée noire de l'Exxon-Valdez». Le 10 décembre 1994, Thomas Mosser, ancien haut responsable de Burson-Marsteller fut tué par un colis de Unabomber. Dans sa lettre de recommandation, ce dernier déclarait avoir choisi Mosser parce qu'«entre autres méfaits, Burson-Marsteller avait aidé Exxon à nettoyer son image après l'accident de l'Exxon-Valdez». Carmelo Ruiz-Marrero, l'auteur de l'article de *Live Wild or Die* a reconnu par ailleurs avoir utilisé des documents de Greenpeace pour l'écrire.

Kaczynski était-il un tueur isolé en dépit de l'arsenal qu'il possédait chez lui et dont voit mal comment il aurait pu se le procurer seul ? Peut-être a-t-il en effet construit ses bombes lui-même. Cependant, il signait ses revendications en disant «nous» au lieu de «je», ce qui montrerait que dans son esprit malade, il s'identifiait à un groupe. Dans ces conditions, il est clair que les véritables responsables de ses meurtres sont bien ceux qui ont façonné son environnement intellectuel — presse et écologistes. L'écoterrorisme n'est donc pas le fait de quelques fous isolés en Amérique du Nord, mais bel et bien le symptôme d'une maladie culturelle de notre société dans son ensemble.

L'écoterrorisme en Europe

L'écoterrorisme est un phénomène qui s'est surtout développé aux Etats-Unis et au Canada, notamment sur la côte Pacifique. Cependant, l'Europe n'en a jamais été totalement épargnée comme nous allons le voir sur quelques exemples — de genres très différents — qui ont eu lieu au cours de la dernière décennie.

- Au cours du premier semestre de l'année 1990, l'Angleterre a été secouée par une série d'incidents dont quatre attentats à la bombe commis par l'ALF. Des scientifiques de l'université de Bristol, dont le laboratoire avait été l'objet de trois attentats en cinq ans, ont reçu des menaces. L'ALF a notamment me-

nacé de mort le 11 juin, un professeur de chirurgie qui avait utilisé des tissus venant du cœur d'un cochon pour sauver la vie d'un enfant de 7 ans. Les «défenseurs des animaux» ont célébré ces attentats avec jubilation dans leur magazine *Arkangel*. Selon *La Croix*, l'ALF a également commis plus de 1 000 attentats au cours de l'année 1991 dans la seule ville de Manchester. Les cibles étant des vitrines de boucherie et de pharmacie, des abattoirs, des transports de viande, des fourreurs, des fabricants de cosmétiques, etc. Le credo de l'organisation fut exprimé par Ronnie Lee, son chef spirituel, en ces termes : «Ceux qui font des expériences sur les animaux n'ont rien à envier aux tortionnaires nazis ; et ceux qui veulent les en empêcher ne sont pas des terroristes mais des combattants de la liberté». Ce type d'opérations qui vise essentiellement la recherche scientifique et le commerce animal a encore lieu régulièrement outre-Manche.

- Le nucléaire civil est régulièrement l'objet d'attaques de la part de ses détracteurs sur la question du terrorisme. Selon ces derniers, en effet, un commando pourrait s'introduire dans une centrale et provoquer un nouveau Tchernobyl. C'est ainsi que dès la fin des années 80, on a eu par exemple une multiplication d'attaques contre des pylônes et des lignes électriques provenant de Superphénix : ces sabotages, qui ne représentent en tant que tels que de la destruction de matériel sans problème de sécurité nucléaire, sont toutefois un outil de propagande très prisé des antinucléaires. C'est ainsi que certains groupes se sont illustrés en Italie, tels que les Figli della Terra (Les fils de la Terre). On peut également citer d'autre cas en France. Par exemple, le 22 décembre 1990, le pylône qui reliait la première tranche de Golfech au centre de transformation le plus proche a explosé. Le mode de sabotage était celui d'experts en explosifs et en structures métalliques. Des affiches anonymes proclamaient dans la région : «Si Tchernobyl vous a fait rire, ne ratez pas Golfech». Cette centrale a également été l'objet d'une intrusion le 8 mai 1996, par un groupe d'écologistes qui ont escaladé la tour de refroidissement du réacteur n°1. Cette tour n'étant pas dans un périmètre «sensible», cette intrusion n'a mis en évidence aucun problème de sécurité, contrairement à ce que prétendaient les antinucléaires. L'«opération» s'est en effet limitée au franchissement d'une clôture qui a déclenché une alarme à cause de laquelle les intrus n'auraient pas pu aller plus loin. Cependant, ces derniers ont bénéficié d'une avalanche médiatique en leur faveur.

- En 1994, des actes de terrorisme ont été commis à Fontainebleau par des écoterroristes dont un «écologiste au-dessus de tout soupçon», Samuel Baunée : des milliers d'arbres arrachés, des machines sabotées, des chênes cloutés, des menaces de mort, etc. En fait, la forêt de Fontainebleau est gérée par l'Office national des forêts (ONF), institution qui est la cible régulière des associations écologistes les plus radicales souhaitant une gestion plus «naturaliste» de la forêt et refusant toute exploitation commerciale du bois. Dans ce cadre, ils contestent toute transformation de la forêt et, en particulier, la plantation d'espèces résineuses en lieu et place des espèces feuillues. Dans le cadre de son procès au terme duquel il a été condamné à 14 jours de prison avec sursis, Samuel Baunée fut soutenu par plusieurs prix Nobel et 80 académiciens, par le WWF-France et le WWF-International, par Greenpeace et par le très officiel CEDI (Collectif environnement développement international), l'organisme qui regroupe toutes les ONG françaises ayant préparé la conférence de Rio en 1992.

- Été 1995, dans le contexte des essais nucléaires français a été diffusé un spot télévisé intitulé *The day of the Jacques* contenant une menace de mort contre Jacques Chirac, nouvellement élu à la présidence française. On y voit un tueur professionnel charger son fusil à lunette. Puis dans le viseur de cette lunette apparaît «Jacques Chirac» (joué par un acteur) assis à la terrasse d'un café devant une bouteille de vin rouge. On entend : «Il n'existe qu'une seule façon d'empêcher Jacques Chirac de poursuivre son programme d'essais nu-

cléaire dans le Pacifique Sud, c'est de le frapper là où cela fait mal». Retentit alors un coup de feu, la bouteille de vin éclate et du sang-vin envahit l'image, alors qu'apparaissent les mots : «Envoyez une bombe dans les plans de Chirac, boycotez les vins français». Ce film a été commandé par la Coalition britannique pour l'interdiction des essais nucléaires, à l'agence Media Natura. L'homme qui a passé cette commande s'appelle Chris Rose. Il est passé des Amis de la Terre au WWF puis est devenu directeur de campagne à Greenpeace-Grande-Bretagne. Le conseil d'administration de Media Natura comporte plusieurs membres du WWF.

Même si les écoterroristes ou écoguerriers sont surtout actifs dans la pays anglo-saxons, ils commencent à avoir une certaine publicité en France et, quelque fois très positive. C'était le cas d'un reportage consacré aux écoguerriers qui est passé en juin 1999 à l'émission de Patrick de Carolis *Des racines et des ailes*, diffusée sur France 3, où l'on voyait notamment des opérations de résistance passive mais aussi des menaces de mort. Néanmoins, commentant ce reportage, Hubert Reeves, astrophysicien au CEA, a déclaré :

«Sans aller jusqu'à approuver les actions terroristes, je pense que leur cause est bonne. Je suis très admiratif de leur courage. Je trouve très bien que ces jeunes se mobilisent pour des actions que l'on peut qualifier d'héroïques.»

4. Maurice Strong

Dans le domaine de l'environnement et des grandes institutions supranationales, Maurice Strong est une personnalité incontournable. En effet, non content d'avoir dirigé la grande conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972 et d'être l'un des principaux promoteurs du manifeste malthusien du Club de Rome *Halte à la croissance ?*, il a été également désigné pour diriger le sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992.

Depuis une trentaine d'années, Maurice Strong a eu deux obsessions : dénoncer les méfaits de l'homme et de son industrie sur la Terre et demander en conséquence une réduction de la population mondiale. Canadien, il a fait sa fortune dans le secteur du pétrole en allant jusqu'au sommet puisqu'il fut nommé en 1976 président de la Pétrocanada. Membre dirigeant du Club de Rome, il a par ailleurs prêté ses services à toute une série d'associations néomalthusiennes : l'UICN, la Fédération mondiale des associations de l'ONU et l'Aspen Institute. Tout ceci est public.

Ce qui est moins connu, c'est le fait que Maurice Strong soit un fervent adepte du «Nouvel Age», ce mouvement pseudo-religieux appartenant à la «Conspiration du Verseau» (d'après leur propre littérature, ce mouvement vise à passer de «l'âge du Poisson» (le Christ) à «l'âge du Verseau» (Lucifer). Strong et sa femme Hanne possèdent un ranch de 25 000 ha dans le sud du Colorado aux Etats-Unis qui abrite une kyrielle de sectes orientalisantes. Ce centre est situé sur l'immense terrain acheté par le couple en 1978. Strong espère que son centre — le «Baca Grande» — deviendra «le germe d'un renouveau spirituel mondial», car «seul ce facteur pourrait sauver l'humanité de sa folie vis-à-vis de l'environnement». Hanne Strong a nommé ce centre «la vallée du refuge de la vérité mondiale». Elle l'a fondé après avoir été inspirée par des visions. «Depuis l'enfance, elle savait qu'elle avait des capacités mystiques. Elle voyait des anges. Elle avait des réminiscences de ses vies antérieures» rapporte Strong. Ce dernier collabore aussi avec Ted Turner dans deux programmes télévisés qui promeuvent le culte de Gaïa.

Pour donner une idée de ce qui se trouve dans la tête de Maurice Strong, nous citons ici un extrait du discours qu'il a prononcé aux rencontres sur la «Théologie de la Terre» de Lenton, tenues en 1989 à la cathédrale Saint John the Divine de New York :

«(...) nous avons beaucoup à apprendre des peuples indigènes auxquels nous avons trop souvent prêché et que nous avons trop peu écoutés. Comme l'un des dirigeants du Conseil mondial des peuples indigènes l'a déclaré récemment, "la Terre est la fondation de nos peuples, c'est un germe de spiritualité, la fontaine à partir de laquelle fleurissent nos langages et nos cultures. La Terre est notre historienne, la gardienne des événements passés et des os de nos ancêtres. La Terre nous donne la nourriture, les médicaments, le gîte et l'habit. C'est la source de notre indépendance, c'est notre mère. Nous ne devons pas la dominer mais vivre en harmonie avec elle."

Et un autre dirigeant indigène nous a lancé le défi avec force : "L'unité de la Terre a été détruite par des entités artificielles que l'on appelle nations qui séparent les peuples l'un de l'autre." Même chez des peuples qui partagent une même culture, histoire et tradition. L'unité de la Terre a été détruite au sein de ces nations par d'autres frontières artificielles divisant la Terre en lopins de propriétés privées, détruisant la Mère Terre et ses peuples indigènes. Ces exploitants de la Terre se détruisent eux-mêmes ; ils détruisent également les générations à venir de plantes, d'animaux et d'êtres humains.

«Ainsi, nous qui avons fait partie de la culture exploitante qui a mené la Terre au bord du désastre, devons mener la transition vers une nouvelle ère d'intendance (et non plus d'exploitation) et de soin à notre planète. Après tout c'est le bien le plus précieux que nous ayons reçu de Dieu, et notre dépôt le plus sacré.

«Quelle horrible pensée que de considérer que si notre société chrétienne ne parvient pas à empêcher la mort de la vie sur la Terre, alors la fin de nos sociétés industrielles pourrait en dernière analyse être la seule manière de sauver la Terre.»

Selon un journaliste du magazine *West* qui l'avait interviewé en mai 1990, Strong projetait alors d'écrire un petit roman assez curieux : un petit groupe de gens se réunit tous les ans au sein de l'élite du Forum économique mondial de Davos et ourdit un complot visant à obliger les pays riches à signer un accord sur l'environnement. Ceux-ci refusant, les conspirateurs décident alors que la seule façon de les vaincre est de «provoquer un effondrement économique». Strong poursuit :

«Nous sommes en février. Ils se trouvent tous à Davos. Ce ne sont pas des terroristes mais des dirigeants du monde. Ils se sont positionnés dans les marchés mondiaux des matières premières et des bourses. Ils ont orchestré une panique. Puis ils empêchent les marchés mondiaux de fermer. Ils bloquent les rouages. Ils engagent des mercenaires qui tiennent en otage les autres dirigeants mondiaux à Davos. Les pays riches... »

Strong fait alors le geste de jeter un mégot par la fenêtre. Notons que Strong est non seulement coprésident du forum économique qui se tient chaque année au mois de février à Davos en Suisse, mais qu'il conseille également le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn tout en étant secrétaire général adjoint des Nations unies ; son «rêve» n'est donc pas à prendre à la légère...

5. Teddy Goldsmith

En pleine conférence de presse, devant une trentaine de journaliste réunis à Paris à l'occasion de la présentation de son livre, *Le défi du XXIème siècle*, il affirme fièrement, un brin provocateur : «*Je suis un dégénéré.*» Qui est ce conservateur radical qui considère qu'il faut revenir à la structure féodale de «l'économie vernaculaire», locale et autosuffisante ?

Edouard (Teddy) Goldsmith est un dilettante. Il n'est pas du tout aussi doué pour les affaires que feu son frère, James (Jimmy). Après quelques tentatives infructueuses dans le commerce, il abandonne définitivement les affaires pour se consacrer à l'anthropologie et à l'écologie. Parcours typique d'un aristocrate britannique... Avec Robin Hanbury Tenison, il lance Survival International, une association consacrée à la défense des peuples indigènes. Le but est de «sauver» ces peuples en les défendant contre l'influence «néfaste» de la civilisation occidentale. Dès lors, il entame très vite une remise en cause globale de celle-ci et en particulier de son système économique. Cette démarche le conduit à passer de la défense des peuples indigènes, à la défense de leur milieu naturel, puis de la planète tout entière. En 1969, il fonde la revue britannique *The Ecologist*, qui est l'ancêtre mondial des revues environnementalistes. *The Ecologist* a aujourd'hui un rayonnement international et les campagnes qu'il lance sont rapidement reprises par les différents mouvements écologistes qui le lisent : campagnes contre la FAO, contre la Banque mondiale, contre les grands barrages, pour sauver les forêts tropicales, etc.

En 1972, il aura un gros succès de librairie avec son ouvrage *Blueprint for Survival*, traduit en seize langues et vendu à 500 000 exemplaires. Avec d'autres amis, Denis de Rougemont, Edouard Kressman, Jean Marie Pelt, Jacques Elul, etc., il fonde en 1976 le groupe Ecoropa, dont le *Manifeste pour une démocratie écologique européenne* inspirera fortement les programmes des différents partis verts européens.

La liste des amis de Goldsmith, outre de Rougemont, est intéressante. On y retrouve tout le «réseau Gaïa», à commencer par James Lovelock, le physicien britannique qui fut le père de cette théorie. Selon l'hypothèse Gaïa, la Terre est un être vivant et fonctionne comme une unité dont les différents niveaux interagissent afin de réguler les flux d'énergie et de matière. Cette vision d'une planète vivante amène à des extrémismes redoutables. Ainsi, Lovelock déclare que «*les êtres humains sont devenus trop nombreux et agressent Gaïa. Gaïa n'a pas besoin d'eux pour fonctionner. Un jour, s'ils continuent à transgresser ses lois, Gaïa va s'ébrouer et ils tomberont comme les poux tombent d'un chien.*». Goldsmith partage cette vision de Gaïa. José Lutzenberger, autre grand ami de Goldsmith, dirige la Fondation Gaïa au Brésil.

Nous avons donc planté le décor dans lequel évolue Teddy Goldsmith. C'est l'enfant terrible de l'aristocratie britannique, qui n'hésite pas à investir le siège des Nations unies à la tête d'une délégation de chef tribaux des forêts tropicales le premier jour de l'Assemblée générale annuelle, pour s'opposer, juché sur un

tracteur, au démarrage des travaux de construction d'une centrale nucléaire. Enfant terrible de l'aristocratie, parce qu'il n'en respecte pas les petites règles apparentes. Mais comme tous les enfants terribles, il respecte les «valeurs profondes» de sa famille, celles qui touchent à «l'ordre séculaire» où chacun est à sa place, les aristocrates en haut et la plèbe en bas. Fréquentant les gauchistes de salon qui promeuvent le «droit des indigènes», il fut membre du Parti conservateur britannique et croit «à la tradition, à l'unité familiale et à l'unité traditionnelle». Il a quitté le parti en accusant Reagan, Thatcher et Chirac d'excès de libéralisme.

Quel est le raisonnement de fond de Goldsmith ? Nous allons à la catastrophe à cause de la «désadaptation biologique» de notre société. Il dresse un tableau apocalyptique de tous les avantages de la vie moderne tout en promouvant les modes de vie tribaux. Ainsi, pour lui, l'hygiène est un désastre et Pasteur un criminel :

«L'obsession moderne de l'hygiène fait apparaître les conditions idéales de prolifération des agents pathogènes. Le lait pasteurisé est facilement colonisé par des microbes — dont certains pathogènes — car, dans le milieu stérile où ils se trouvent, ils n'ont pas à soutenir la concurrence d'aucun autre micro-organisme. (...) La polyomélite est, elle aussi, une "maladie d'hygiène". Chez les peuples traditionnels, les enfants nourris au lait maternel, qui sont en contact avec les germes du sol et éventuellement avec des crottes d'animaux, ne l'attrapent pas — mais ils deviennent vulnérables dès qu'ils sont alimentés au lait de vache et élevés dans des règles d'hygiène stricte».

Plus c'est gros, plus ça passe ! Pour lui le cancer est «une maladie de civilisation» et l'augmentation du nombre de cancers apporte la preuve définitive de «notre inadaptation biologique à la civilisation technique» :

«Rien d'étonnant à ce que nous souffrions d'une multitude de nouvelles maladies, appelées à juste titre maladies de civilisation.»

Evidemment, Goldsmith passe sous silence le fait que, dans l'ordre féodal auquel il souhaiterait bien revenir, l'espérance de vie moyenne n'était que d'une trentaine d'années. Au seuil du XXème siècle, avant que la révolution pastoriennne ne gagne l'ensemble de la société, elle n'était encore que de 38 ans en France, contre 76 ans aujourd'hui. Quant aux peuples indigènes absolument «préservés» des progrès médicaux de la civilisation, leur espérance de vie dépasse rarement les 25 ans. Si Edouard Goldsmith avait suivi les «règles indigènes», sa fille, l'actrice Clio Goldsmith, aurait eu une chance sur deux de mourir avant d'avoir atteint l'âge de deux ans. Bien sûr les indigènes connaissent très peu de «nouvelles maladies de civilisation» comme le cancer puisqu'ils meurent bien avant qu'elles aient eu le temps de se développer.

Pour Goldsmith, la civilisation occidentale technicienne issue de la Renaissance, en amenant la destruction sur la planète, a «démantelé le monde naturel stable pour le remplacer par un monde artificiel instable».

Sur la démographie, il déclare :

«On a délégué le règlement du problème démographique aux quatre cavaliers de l'Apocalypse. L'explosion démographique est essentiellement due au développement démographique. »

Que propose Goldsmith pour empêcher cette Apocalypse ? De revenir cinq cent ans en arrière :

«Il n'y a qu'un seul problème, c'est celui de nos activités économiques. Il n'y a qu'une seule solution, c'est de réduire cet impact. Il faut créer une autre société, une autre économie, basée sur un marché de village, à la limite extrême de région. Il ne peut exister d'économie durable qui ne soit localisée.»

Et de faire un merveilleux éloge du système féodal et nobiliaire :

«Polanyi attribue à la mise en place du système de marché la responsabilité des grandes famines qui ont frappé l'Inde pendant la colonisation britannique. Tandis que dans le régime féodal et celui de la communauté villageoise, noblesse oblige, la solidarité clanique et la régulation du marché des grains tenaient la famine en échec ; sous la loi d'airain du marché, les gens mouraient de faim conformément aux règles du jeu.»

On croit rêver ! La famine n'existait pas dans le système féodal ! Tout était donc mieux «avant». Bien entendu Goldsmith «oublie» de dire que l'Empire britannique n'a jamais autorisé les populations des colonies à avoir accès au développement technologique, mais qu'il a maintenu un système de pillage en s'appuyant justement sur ces valeurs traditionnelles locales dont Goldsmith fait si grand cas : l'empire a en effet encouragé le maintien du système de castes en Inde pour empêcher les révoltes... Ajoutons que dans son monde féodal, Goldsmith trouverait tout à fait «naturel» d'appartenir à la classe des dirigeants, laissant aux autres le soin de suivre les «lois de la nature» :

«Je suis un dégénéré. J'aime encore les grandes villes et ne pourrais vivre sans voiture ou sans avion. Il nous faut éduquer une génération future qui soit moins dégénérée que nous.»

6. Albert Gore

Le vice-président américain, Al Gore, s'est depuis longtemps intéressé aux questions d'environnement. C'est l'un des écologistes radicaux qui a toujours cherché à transformer le peuple américain en un troupeau d'adorateurs de Gaïa opposés au développement économique. Au début de l'année 1992, il a publié un ouvrage-manifeste intitulé *Earth in the Balance : Ecology in the Human Spirit* (*Sauver la planète : l'écologie et l'esprit humain*, Albin Michel, 1993) qui s'attaque à la civilisation occidentale : selon lui, elle est beaucoup trop anthropocentrique et accorde une trop grande valeur au combat de l'homme pour comprendre et maîtriser la nature.

Al Gore a dirigé la délégation parlementaire des Etats-Unis à la CNUED de Rio en 1992, où il a surtout cherché à faire avancer l'idée d'une police écologique globale. Gore est d'ailleurs un ami intime du président de ce forum, Maurice Strong. Selon le magazine *Newsweek*, «Gore semble croire que la seule attitude correcte est d'appuyer sur le bouton «Panique» à toutes les occasions». Avec le biologiste malthusien Paul Ehrlich, Gore avait demandé aux journalistes couvrant le forum, de s'autocensurer et de ne pas citer des faits qui démontreraient que la situation n'est pas si catastrophique, parce que «cela détruirait nos efforts visant à construire une base solide de soutien dans le grand public aux difficiles actions que nous devons entreprendre».

En mai 1992, Gore a sponsorisé la rencontre à Washington de nombreux dirigeants religieux. L'assemblée a voté une déclaration soulignant que la religion avait «un rôle essentiel à jouer» dans la promotion de la «conscience écologique». La rencontre était le résultat d'un projet de Carl Sagan, le scientifique mystique auteur de la fraude de l'hiver nucléaire, et du révérend Morton de la cathédrale épiscopaliennne Saint-John the Divine, l'un des centres du mouvement du nouvel âge et du culte de Gaïa. Gore a également participé à l'organisation de NACRE (Conférence Nord-américaine sur la religion et l'écologie) au cours de laquelle le prince Philip avait salué les religions païennes pour leur orientation écologique, tout en rejetant les religions monothéistes à cause de leur orientation antimalthusienne.

Pour l'apartheid technologique

Al Gore ne s'inscrit pas dans la véritable tradition démocrate américaine de Franklin Roosevelt ou John Kennedy. D'ailleurs, lorsqu'en 1977, Al Gore re-

joint le Congressional Clearinghouse on the Future, créé par Alvin Toffler et le Club de Rome, l'un des plus fervents supporters de Gore à partir de 1979 sera le républicain ultraconservateur Newt Gingrich. Toffler explique que Gore et Gingrich étaient «*les deux principaux futuristes de la vie politique américaine*» (*Wired magazine*, décembre 1995). Selon lui :

«Gingrich et Gore savaient que l'on vivait une situation révolutionnaire. Si vous considérez que les changements qui sont en train d'avoir lieu au sein de la société correspondent à une extension du vieil ordre industriel, vous vous trompez totalement, et cela ils l'ont compris. Tous les deux ont compris [...] que les règles anciennes et les anciens jeux ne marchent plus».

De plus, Gore avait été l'un des rares élus démocrates à se déclarer en faveur de la guerre du Golfe. En effet, il avait souligné à plusieurs reprises que «*la principale leçon à retirer de cette crise c'est que l'exportation des technologies avancées vers les pays en voie de développement est une grosse erreur*». Au cours d'une discussion avec l'un de nos correspondants aux Etats-Unis, l'un des conseillers de Gore avait déclaré à l'époque que ce dernier était «*très favorable*» aux propositions de l'administration Bush visant à un accord global de contrôle des exportations de toutes sortes de «*technologies duales*» — pouvant avoir à la fois un usage civil et un usage militaire — allant des camions de fort tonnage jusqu'aux molécules chimiques utilisées dans la production d'engrais. Interrogé sur les conséquences de ce contrôle sur le développement économique des pays visés, le conseiller de Gore répondit :

«Cette question des utilisations duales est trop facilement utilisée comme couverture par les pays qui veulent obtenir des technologies militaires. Je me fiche pas mal de savoir si cela les touche économiquement. Je dis : écrasons-les».

Le scandale Globe

Au début de 1998, Tom Spencer, eurodéputé britannique du parti conservateur a démissionné du Parlement européen après avoir été rendu coupable d'importation illégale de cocaïne, de haschich et de matériel pornographique homosexuel. Spencer n'était pas seulement un membre important du parti Tory. C'était aussi, depuis 1994, le président de l'organisation Globe (*Global Legislators for a Balanced Environment*). Cette organisation avait été fondée en 1989 par Al Gore et il l'avait présidée jusqu'en 1994. Globe a joué un grand rôle dans la préparation des sommets de Kyoto et de Buenos Aires. C'est un rouage essentiel de la grande machine onusienne du climat et de l'environnement. Sa fonction est de relayer les thèses les plus radicales de l'écologie en leur donnant un vernis de respectabilité institutionnelle. Globe a ainsi fait campagne contre les essais nucléaires français, pour la taxe sur l'énergie et le carbone, etc.

Globe rejoint également ce mysticisme ultraconservateur promu par Al Gore lui-même. En 1996, Tom Spencer faisait l'éloge de l'église orthodoxe en ces termes :

«L'essentiel des actions irréfléchies de l'humanité contre la planète provient des hypothèses sous-jacentes à notre héritage judéo-chrétien. (...) Seuls parmi les grandes civilisations, nous avons considéré le temps comme une flèche linéaire allant de la Genèse à l'Apocalypse, au lieu de voir en termes cycliques, ce qui implique des ressources renouvelables et maîtrisées».

Globe compte neuf membres dans l'actuel Parlement français : Michèle Rivasi, Roland Metzinger, Serge Blisko, Jean-Paul Mariot, Philippe Duron (Groupe socialiste) et Noël Mamère, Marie-Hélène Aubert, Christiane Taubira-Delannon, Jean-Michel Marchand (Groupe Radical-Citoyen-Vert).

7. La CRII-RAD

Origines de la CRII-RAD

CRII-RAD signifie Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité. Officiellement, il s'agit d'une association de scientifiques dont la vocation est d'informer le public sur tout ce qui concerne les rayonnements ionisants, fondée en mai 1986 suite à la catastrophe de Tchernobyl.

A cette époque, les autorités sanitaires françaises ont été pointées du doigt au cours d'une campagne de presse sans précédent sur le nuage radioactif. Cette campagne a été tellement intense, qu'aujourd'hui encore, l'évocation du nuage radioactif provoque un réflexe pavlovien chez l'homme de la rue : « Ah oui ! « Ils » nous avaient raconté que le nuage s'était arrêté à nos frontières ! » Le 12 mai 1986, par exemple, soit deux semaines après la catastrophe, le quotidien *Libération* titrait en première page « *Le mensonge radioactif* », « *Les pouvoirs publics en France ont menti, le nuage radioactif de Tchernobyl a bien survolé une partie de l'hexagone...* »

Le problème dans ce mythe est que le mensonge vient de la presse, et qu'en fait, les autorités sanitaires françaises n'ont jamais prétendu que le nuage s'était arrêté à la frontière. En effet, on peut lire le 2 mai 1986 (soit 10 jours avant l'article précédent et juste après l'accident) dans un article en bas de la page 4 du même *Libération*, un article dans lequel le professeur Pierre Pellerin, qui dirigeait alors le SCPRI (l'autorité sanitaire française), révélait dès le début, le passage du nuage au-dessus de la France.

Or c'est précisément sur ce « mensonge » qu'une centaine de personnes de la Drome et de l'Ardèche se sont réunies en association, la CRII-RAD, sous la direction tapageuse de sa présidente-fondatrice, Michèle Rivasi, en vue de mener une expertise « indépendante » sur toutes les questions liées à la radiologie. Il n'y aura donc rien d'étonnant, par la suite, de constater que *Libération* a toujours été un soutien sans faille pour la CRII-RAD, et que l'une de ses journalistes, Hélène Crié, a cosigné en 1998 un ouvrage antinucléaire avec Michèle Rivasi, *Ce nucléaire qu'on nous cache*.

Aujourd'hui, la CRII-RAD reste un organisme dont le champ d'action reste limité au territoire français fortement localisé dans le Sud-Est du pays. Elle présentait sur *Le cri du rad* n° 11 (avril 1989) une carte de France sur laquelle étaient indiqués ses antennes et ses relais, répartis sur un peu moins de la moitié de nos départements. Cette date correspond à l'apogée de l'organisation. Depuis, de nombreuses antennes ont cessé de fonctionner, mais il en reste néanmoins des réseaux qui peuvent être réactivés à l'occasion « d'affaires ».

Le créneau de la CRII-RAD

On peut lire dans les statuts de la CRII-RAD :

«Article 4 : l'association se déclare indépendante des pouvoirs publics, civils et militaires, de toute organisation extérieure, quelle qu'elle soit, et de toute tutelle individuelle ou collective, en ce qui concerne les buts qu'elle poursuit et le mode d'action qui lui est propre..»

Le créneau de la CRII-RAD étant la recherche objective de la vérité scientifique en dehors de pressions extérieures, le laboratoire indépendant sera donc à la recherche de respectabilité, de reconnaissance institutionnelle, et l'un de ses lieux d'intervention privilégiés sera les colloques, les débats télévisés, les conférences, etc. Le fait est que lorsque Michèle Rivasi a entamé sa carrière de parlementaire en 1997, elle a démissionné de sa présidence de l'association, tout en demeurant présidente d'honneur et en menant le même type de lobbying mais à un autre niveau.

La conséquence de cela est que l'image que la CRII-RAD va tenter de donner d'elle-même, est le professionnalisme, rigueur que l'on ne s'attend pas à trouver chez les mouvements de protection de l'environnement habituels. Nous ne sommes pas sur le terrain des associations écologistes à vocation violente, religieuse ou écofasciste. Ainsi, la CRII-RAD n'a officiellement aucun parti pris, puisque la vérité ne peut sortir que des «faits» et des appareils de mesure et, par conséquent, elle ne saurait tolérer être qualifiée d'organisme militant ou de mouvement antinucléaire. Il en va de sa survie puisque sa ressource principale vient de la vente d'études radiologiques sur l'environnement qu'elle réalise à la demande d'associations, d'administrations, de collectivités, etc.

C'est ainsi que Michèle Rivasi déclare à *Lyon Mag'*, peu de temps après son élection :

«Je ne suis pas une antinucléaire. C'est EDF et la Cogema qui m'ont collé cette étiquette car ils ne supportent aucune critique.»

La CRII-RAD est un organisme militant antinucléaire

Lorsque l'on voit que la presse française accrédite avec une insistance très lourde l'idée que la CRII-RAD est «indépendante», il nous faut préciser : «indépendante» du «lobby pronucléaire», la CRII-RAD l'est peut-être, mais «indépendante» du «lobby antinucléaire», certainement pas.

Une première constatation s'impose en effet dès que l'on s'intéresse à l'identité des clients qui commandent des études à la CRII-RAD : assez souvent, ces derniers ne sauraient prétendre eux-mêmes être impartiaux en matière de nucléaire. Le cas le plus caricatural est celui de Greenpeace : il est bon de rappeler ici que l'interminable campagne de Greenpeace démarrée début 1996 sur les rejets de l'usine de La Hague n'a pu être entretenue qu'à partir d'études commandées à la CRII-RAD. On peut citer par ailleurs le comité Malville, farouchement opposé à Superphénix, qui commande une étude en 1990. Le Conseil général de la Côte d'Or à la demande d'un élu écologiste Alain Caignol, qui commande

une étude sur Valduc en 1994 ; les Verts de la Gironde, qui commandent une étude sur les environs de la centrale du Blayais en 1986, etc. Avec une telle clientèle, on imagine mal la CRII-RAD publiant des rapports ne confirmant pas les « craintes » des antinucléaires ; et le fait est que les clients semblent satisfaits puisqu'ils reviennent.

Il n'y aura donc rien d'étonnant à retrouver la CRII-RAD à toutes les grandes messes écologistes et/ou antinucléaires en France comme, par exemple, le Salon Primevère 1996, où elle avait un stand à côté de ceux de Greenpeace, la FRAPNA, le WWF, le comité Somport, le comité Malville et le MEI d'Antoine Waechter. Quel était le critère pour exposer ? La plaquette de présentation de Primevère 1996 nous l'explique : « Si vous ne voulez pas exposer à Primevère, soyez : fossoyeur de la nature, mensonger sur vos produits, profiteuse de la pauvreté, toujours de mauvaise foi, antisocial, de mauvais caractère, pronucléaire, raciste, recruteur pour secte, arnaqueuse, promoteur de chimie de synthèse... et pour l'heure d'été. »

On voit à travers ce remarquable amalgame que du point de vue des organismes antinucléaires, la CRII-RAD est jugée « respectable »...

Pour achever de se convaincre du fait que la CRII-RAD est antinucléaire, il suffit en fait de lire le livre de Martine Deguillaume, présidente de la CRII-RAD-Marche-Limousin, *La Dignité Antinucléaire* (Ed. Lucien Souny, janvier 1995) et celui que Michèle Rivasi a co-signé avec Hélène Crié, *Ce nucléaire qu'on nous cache* (Albin Michel, 1998) dont les titres sont déjà tout un programme.

Il y a cependant une citation extraordinaire dans le livre de Michèle Rivasi qui montre de manière tellement éclatante sa personnalité et ses méthodes, qu'il vaut la peine de la reproduire ici. Dans ce livre elle raconte comment suite à la catastrophe de Tchernobyl, elle en est venue à la conclusion qu'il fallait fonder un laboratoire indépendant. Habitante dans la Drome, elle décide de vérifier par elle-même l'impact de la catastrophe sur sa région. Rapidement elle en arrive à la conclusion qu'elle vit dans une zone « gravement contaminée » : « Tous les radioéléments contenus dans le cœur en fusion du réacteur de Tchernobyl se retrouvent dans notre eau. » Que va faire cette mère de famille, abandonner sa luxueuse maison pour éloigner ses enfants de cette zone sinistrée ? « Nous envisageons un moment de partir d'ici, l'essentiel étant sans doute de protéger nos enfants. Et puis... nous décidons d'organiser une conférence de presse. » (les points de suspension sont de Michèle Rivasi). Peut-on imaginer après un tel passage qu'elle croit réellement à tous les dangers qu'elle dénonce, et devons-nous croire qu'elle met ses enfants en danger pour satisfaire sa reconnaissance médiatique ? Quoi qu'il en soit, la presse française l'a satisfaite sur ce dernier point, compte tenu de la large couverture qu'ont accordée à son livre *Science et Vie*, *Science et Avenir* et *Libération* pour ne citer que ceux-là.

Mensonges et incompetence scientifique de la CRII-RAD

Les méthodes de la CRII-RAD sont assez faciles à cerner dès que l'on examine quelques cas d'étude tels que ceux qui suivent. Pour résumer, nous dirons que le postulat de base est que toute radioactivité, y compris pour des faibles doses, est en soi dangereuse pour la santé (ce qui est à l'évidence faux puisque les régions comme le Kerala où la radioactivité naturelle est la plus élevée au monde ne présentent pas plus de cas de cancers qu'ailleurs). L'activité principale de la CRII-RAD consistera donc à localiser des endroits dans la nature